



# **Hydrocarbures et démographie en région Caspienne**

Mémoire de géopolitique  
du Commandant Thomas MAECHLER  
dans le cadre de l'étude dirigée « géopolitique et démographie »  
Avril 2001

Sous la direction de M. Jean-Claude CHESNAIS,  
Directeur de recherches à l'Institut National d'Etudes Démographiques

## FICHE DE PRESENTATION DOCUMENTAIRE

1 – Hydrocarbures et démographie en région Caspienne

2 – Commandant Thomas MAECHLER

3 – 22 mars 2001

4 – Collège interarmées de défense ; division B

5 – Mémoire de géopolitique

6 – La région Caspienne, et plus particulièrement les pays d'Asie centrale et l'Azerbaïdjan, disposent de ressources en hydrocarbures considérables. Ces ressources stratégiques sont précisées, la problématique liée à leur acheminement vers les marchés mondiaux est étudiée en la mettant en rapport avec les particularités démographiques et ethniques de la région. Les équilibres géopolitiques et les risques d'instabilité découlant de ces faits permettent de décrire les enjeux de la région.

7 – Mots clés : géopolitique, démographie, hydrocarbures, mer Caspienne, Asie centrale, stratégique, oléoducs, gazoducs, ethnie.

# SOMMAIRE

## PREMIERE PARTIE

L'enjeu géopolitique des ressources en hydrocarbures

Géographie physique et position des gisements

Clients potentiels et capacités de production

Trajets des oléoducs et gazoducs

## DEUXIEME PARTIE

De l'intégration au monde soviétique à l'indépendance

La genèse des Etats en Asie centrale

Les « Balkans eurasiens »

Rivalité et coopération

## TROISIEME PARTIE

La démographie des pays concernés : facteur de risques ?

Géopolitique des steppes et vide démographique

Etat d'avancement de la transition démographique

L'ingénierie sociale soviétique et ses limites

Composition ethnique, clanisme et factionalisme régional

L'impact de l'islamisme

Les flux migratoires

Citadins et ruraux

## Introduction

Si d'aventure on demandait au passant de dire trois mots à propos de l'Ouzbékistan ou du Turkménistan, sa réponse aurait de grandes chances de se limiter à : « Ou est-ce ? ». Il est vrai que ces pays, indépendants depuis la chute de l'URSS, font partie d'une région à part. Cette zone est en effet un tel carrefour qu'elle est même à l'intersection des cartes de tous les atlas, et cela nuit bien sûr à son positionnement dans l'esprit des gens. Rares sont ceux qui savent que cette région présente un assemblage majestueux de steppes, de déserts, de vastes oasis et de montagnes parmi les plus élevées de la planète (trente sommets de plus de 4000 mètres). Et il faut l'avouer, la récente popularité des « nouvelles routes de la soie » n'améliorera probablement pas cette perception vague.

Pourtant, au cours du siècle passé, la Russie et l'Angleterre se sont âprement disputé le contrôle de cette région au cours de ce qui a été appelé « le nouveau Grand Jeu ». L'URSS a ensuite englobé ces espaces dans son empire et a transformé la mer Caspienne, de dimensions impressionnantes (plus de 1100 km de longueur), en un véritable lac soviétique. Au cours de cette période, elle est devenue un théâtre d'observation prudente entre l'Iran du Chah, « piloté » par les Etats Unis d'Amérique, et l'Union Soviétique.

Depuis lors, et suite à l'implosion du bloc soviétique, cette région a vu naître plusieurs Etats indépendants, presque surpris de se retrouver dans le concert des nations, courtisés pour certains d'entre eux en raison de considérables ressources en hydrocarbures enfouies dans leur sol. Le terme de « nouveau Golfe » est même parfois utilisé tant il est vrai que le sous-sol est riche. C'est la raison pour laquelle cette région du monde devient un pôle géopolitique majeur, comme le dit l'ancien conseiller de la Maison Blanche Z. Brzezinski : « [Ces pays], qui sont traversés par un nouveau réseau de transports destiné à relier d'une manière plus directe les extrémités orientale et occidentale les plus riches et les plus industrielles d'Eurasie, revêtent également une grande importance géopolitique. [...] Le principal intérêt de l'Amérique est donc de s'assurer qu'aucune puissance unique ne prenne le contrôle de cet espace géopolitique et que la communauté mondiale puisse y jouir d'un accès économique et financier illimité »<sup>1</sup>.

Outre le droit d'exploitation de ces richesses que les grands groupes pétroliers mondiaux essaient d'obtenir, se pose également la question essentielle de l'évacuation des hydrocarbures. Or, aucun de ces pays ne dispose d'accès à la mer libre, et par conséquent aux

---

<sup>1</sup> BRZEZINSKI Z., *Le grand échiquier*, Paris ; Bayard, 1997, p. 164 / p. 193

marchés mondiaux. Cet enclavement ajoute à la complexité de la situation. En effet, les matières premières ne peuvent transiter que par oléoducs ou gazoducs, puis par voie maritime vers les pays consommateurs. Mais ceci nécessite l'accord préalable des pays sur lesquels sont installés les oléoducs et gazoducs, ce qui est loin d'être évident selon les cas.

En fait, on pourrait définir trois cercles concentriques dont il faut s'assurer de la coopération pour que le pétrole et le gaz d'Asie centrale arrivent jusqu'au consommateur. Le premier cercle serait constitué par les voisins immédiats que sont le Kazakhstan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, l'Iran et la Russie. Le second est formé par les pays susceptibles de voir transiter sur leur sol les oléoducs et gazoducs. Il s'agit de l'Iran, de la Turquie, de l'Arménie, de la Géorgie, de l'Ouzbékistan, de l'Afghanistan, du Pakistan et de la Chine. Le dernier cercle concerne les mers par lesquelles transiteraient les hydrocarbures en question avant de toucher les grands pôles d'activité mondiaux : mer Noire, golfe persique, mer Méditerranée, océan Indien et mer de Chine.

On pourrait dire en première approche qu'il semble que dans cette région, un groupe de pays proches de la Russie (Arménie, Iran, Kazakhstan), « s'oppose » à une axe proche de Washington (Turquie, Afghanistan, Pakistan). En ce qui concerne la position de l'Ouzbékistan, elle n'est pas encore clairement définie, et pourrait être déterminante.

Ajoutons à cela que l'ancien « protecteur » s'est jadis ingénié à créer des Républiques Soviétiques impossibles à vivre : ethnies divisées de part et d'autre des frontières, moyens de communication extrêmement imbriqués,... Quant on sait de plus que ces populations sont essentiellement rurales, musulmanes, pauvres, et qu'elles connaissent une forte croissance démographique, on peut à juste titre craindre que la situation ne se dégrade. Les troubles graves au Tadjikistan sont-ils par conséquent les premiers d'une longue série ?

Les pays concernés au premier chef par cette étude seront donc :

- Les cinq républiques d'Asie centrale : Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan,
- L'Azerbaïdjan qui exploite également le pétrole de la mer Caspienne, dont le territoire pourrait servir pour atteindre l'Europe,
- La Russie, la Chine, la Turquie, l'Iran et l'Afghanistan, acteurs importants car susceptibles de peser dans les décisions, importateurs ou prestataires de pipelines éventuels.

La problématique proposée consiste à identifier les ressources en hydrocarbures puis à les mettre en rapport avec la demande mondiale afin de mesurer leur importance ainsi que les routes préférentielles de désenclavement.

Par la suite, après avoir rapidement décrit les différents pays, nous essaierons de comprendre les relations qui existent entre ces différentes nations.

Enfin, une étude plus particulière de la démographie en Asie centrale permettra de déterminer dans quelle mesure certains aspects démographiques sont ou non des facteurs pouvant influencer sur l'exploitation et l'exportation des richesses en question. Il s'agira alors d'estimer quels sont les conflits potentiels des années à venir.

## 1. L'enjeu géopolitique des ressources en hydrocarbures

En liminaire, il faut rappeler l'importance majeure de la géographie au regard de la géopolitique des Etats. C'est elle qui en constitue la donnée majeure, constante. Les données historiques sont en effet évolutives, mais pas la géographie. Ceci explique que la primauté revienne aux caractéristiques physiques que sont l'insularité, l'enclavement, le relief et les fleuves pour n'en citer que quelques uns. C'est donc légitimement que l'étude commencera par celle de la géographie de ces pays.

### 1.1 La géographie physique

La caractéristique géopolitique majeure de la région, il faut en être persuadé, est son enclavement, les pays concernés ne possédant aucune réelle façade maritime. En effet, même si la Caspienne porte le nom de mer, elle est irrémédiablement une mer fermée ! Cet enclavement est donc défini par l'impossibilité pour ces pays d'accéder directement à une mer ouverte, symbole mais aussi réalité de l'indépendance dans notre monde caractérisé par la « globalisation » des échanges.

Par conséquent, les communications économiques de ces pays dépendent de leurs relations avec les pays voisins. On pourrait objecter à ceci que l'avènement de l'avion a rendu moins problématique ce problème géographique, mais cette solution ne résout pourtant pas tout. Elle est en fait assez mineure par rapport au handicap géographique : lorsqu'on veut exporter des hydrocarbures, la voie aérienne est de peu de secours ! En outre, si l'avion n'est que peu dépendant de la qualité des infrastructures terrestres, il n'en reste pas moins que l'autorisation de survol des pays voisins est lui aussi fonction des accords diplomatiques.

A. Chauprade écrit d'ailleurs à ce sujet : « Si un Etat est enclavé, alors l'enclavement est sa donnée géopolitique majeure, supérieure à toutes les autres. L'ambition première d'un tel Etat est de sortir de l'enclavement »<sup>2</sup>. L'Ouzbékistan constitue de ce point de vue un exemple criant d'état enclavé. Il s'agit même d'un double enclavement puisqu'il lui faut, avant d'accéder à la mer ouverte, solliciter le passage consécutif sur au moins deux pays différents (voir cartes 1 et 2 en annexe).

Il faut ici traiter de l'arrivée en force du concept des « nouvelles routes de la soie », promu par les pays d'Asie centrale et la Russie. Cette dernière souhaite bien sur faire en sorte de

---

<sup>2</sup> Introduction à l'analyse géopolitique, Ellipses, 1999, p. 63

redevenir le passage obligé des échanges terrestres entre l'Europe et l'Asie. Ces routes avaient bien existé jadis, mais elles avaient perdu leur importance avec l'avènement du transport maritime performant et, coup de grâce, avec le percement du canal de Suez au XIX<sup>ème</sup> siècle. D'une part, Moscou fait remarquer que le coût du transport par rail serait 20% moins onéreux et trois fois plus rapide que par voie maritime. Pour ce qui concerne les transports nécessitant une grande rapidité, la voie aérienne directe au-dessus de la Russie est évidemment nécessaire. Enfin, il est proposé d'ouvrir, au moyen des brise-glaces à propulsion nucléaire, une route maritime permanente via les eaux glacées du Nord. Cette dernière route, permettant d'atteindre l'Asie orientale, serait deux fois plus rapide que celle empruntant le canal de Suez. D'autre part, la Russie fait valoir qu'elle dispose d'un réseau importants d'oléoducs et de gazoducs, déjà utilisés par les producteurs d'Asie centrale. Ce point particulier sera étudié plus loin.

### 1.2 Position et volume estimé des gisements

La puissance conférée par les hydrocarbures a été mise en exergue au cours de la seconde guerre mondiale. A. Chauprade décrit ainsi l'avantage décisif que sa maîtrise a donné aux vainqueurs : « La victoire de l'Amérique et de la Russie apparaissent comme celle de la mobilité tactique rendue possible par le contrôle des ressources pétrolières »<sup>3</sup>. Outre cet aspect militaire, il faut bien noter que les Etats Unis d'Amérique sont à la fois le premier importateur et le troisième producteur de pétrole de la planète. Cette ressource pèse donc particulièrement lourd dans la géopolitique de ce pays. Il lui faut par conséquent sans cesse se soucier de diversifier ses sources d'approvisionnement et faire en sorte que les régions considérées restent stables. Ainsi, dès l'indépendance des pays d'Asie centrale, les Etats Unis se sont investis dans la région, où de nombreux ingénieurs spécialistes des hydrocarbures se sont rendus. Rappelons enfin que le pétrole représente actuellement 40% de l'offre mondiale d'énergie primaire, les pays du Golfe en proposant à eux seuls 25%.

Les chiffres annoncés par l'ensemble des organismes spécialisés dans le suivi de l'offre et de la demande des hydrocarbures laissent pour le moins rêveur. Les réserves prouvées de pétrole de cette région du monde sont de 18 à 35 milliards de barils, ce qui est comparable aux 22 milliards de barils des Etats-Unis, soit un quart des richesses du Moyen-Orient. En ce qui concerne le gaz naturel, les réserves prouvées de la zone sont de 9000 à 13000 milliards de

---

<sup>3</sup> Introduction à l'analyse géopolitique, Ellipses, 1999, p 229

mètres cubes. Les réserves possibles sont quant à elles respectivement de 240 milliards de barils et de 12000 milliards de mètres cubes<sup>4</sup>.

On comprend dès lors aisément la cour assidue que font les grandes compagnies pétrolières à ces pays nouvellement indépendants, fort désireux d'utiliser les ressources qui pourraient ainsi être dégagées pour leur développement.

Le Turkménistan à lui seul possède de telles réserves de gaz au regard de sa densité de population que son ambition est de devenir « un second Koweït » (son territoire fort peu peuplé, est composé à 90% du désert du Kara Kum). Sa richesse potentielle le place effectivement au rang de troisième producteur potentiel de gaz au monde. C'est donc un de ceux qui a le plus à attendre du désenclavement.

Il est donc compréhensible que tous les pays d'Asie centrale souhaitent ardemment voir une fin prochaine des conflits dans le Caucase et en Afghanistan, ce qui leur permettrait de proposer leurs richesses aux pays solvables. Concernant le partage des eaux et du sous-sol de la mer Caspienne, l'ensemble des Etats a désormais compris qu'il est urgent d'avancer, et sous les pressions importantes des Américains, la Russie et le Kazakhstan se sont entendus. Il est probable que les autres riverains fassent de même prochainement.

### 1.3 Capacité de production et perspectives sur la demande mondiale

#### 1.3.1 Une capacité de production modeste, mais des perspectives intéressantes

Cette question est majeure, car au risque de paraître disciple de Lapalisse, il faut quand même être bien conscient qu'on ne peut tirer profit des richesses du sous-sol que si on les exploite, puis si on les exporte ou les consomme soi-même.

La production de pétrole de la région a atteint 1,3 million de barils par jour en 2000, dont 800000 ont été exportés (en majorité du Kazakhstan). En définitive, il n'y a eut que 300000 barils qui n'ont pas eu pour destination finale l'ex-URSS, ce qui est peu. Pourtant, les perspectives en matière de production et les projets en cours pourraient porter les capacités de production de pétrole à 3 millions de barils par jour à l'horizon 2010, et 5 millions de barils par jour d'ici 2020.

---

<sup>4</sup> USA Energy Information Administration (EIA), International Energy Outlook 2000 : Caspian sea region, Washington, juin 2000

La production de gaz avait quant à elle déjà été beaucoup développée du temps des soviétiques. La production de la région était déjà de 5,4 Tcf (Terra cubic feet ; 1 Tcf = 37 millions de mètres cubes) en 1990. Mais l'impact de l'implosion de l'URSS et les pressions Russes envers les ex-Républiques furent grands. Ils ont conduit la société russe GAZPROM à limiter le transit de gaz turkmène via ses gazoducs, ce qui a fait beaucoup chuter les exportations de gaz, au grand dam du Turkménistan. Ceci explique la forte volonté de ce pays (et d'autres comme l'Ouzbékistan) d'échapper à cette emprise néocolonialiste du « grand frère ». Depuis lors, la production est remontée à 4,3 Tcf en 2000, dont 1,3 Tcf ont été exportés. La production de gaz de la région pourrait atteindre 8 Tcf en 2010, dont 4 Tcf exportés (Turkménistan en majorité). D'ici 2020, ces exportations pourraient atteindre 7 Tcf.

### 1.3.2 La consommation mondiale dans les années à venir

D'après le département d'Etat américain traitant des questions d'énergie, la « United States Energy Information Administration (EIA) »<sup>5</sup>, les perspectives mondiales en terme de consommation d'énergie sont à la hausse sensible. Ceci est principalement dû au développement de la Chine, de l'Inde, de l'Asie d'une façon générale, mais aussi de l'Amérique du Sud. La demande mondiale devrait augmenter de 60% entre 1997 et 2020 (voir diagramme 1 en annexe). Tout ceci est essentiellement lié à la croissance économique, surtout dans les pays en voie de développement. Pour les pays développés, l'histoire a montré aux économistes que ce lien est plus ténu. Dans ses prévisions, l'EIA a donc fait trois hypothèses concernant la croissance économique : une basse, une moyenne et une haute. La différence de pourcentage entre les trois hypothèses dépend du stade de développement des pays, afin de tenir compte du caractère variable du lien entre consommation d'énergie et croissance économique déjà évoqué plus haut (voir graphique 1 en annexe).

D'aucuns pourraient bien sûr émettre quelques doutes à propos de chiffres publics publiés par un organisme gouvernemental, surtout lorsqu'il s'agit de la seule grande puissance à la surface du globe. Néanmoins, il faut reconnaître que ces chiffres sont très proches de ceux publiés par d'autres organismes : International Energy Agency (IEA), Standard & Poor's Platt's (DRI), Petroleum Economics Ltd (PEL), Petroleum Industry Research Associates (PIRA) (voir tableaux 1 à 4 en annexe). En fait, la région de l'ex-URSS, l'Inde et la Corée du

---

<sup>5</sup> USA Energy Information Administration (EIA), International Energy Outlook 2000 : Caspian sea region, Washington, juin 2000

Sud sont les seules régions du monde pour lesquelles les différents organismes ne sont pas tout à fait d'accord :

- les prévisions vont pour les pays de l'ex-URSS de 0,4% à 1,5% de hausse annuelle de la demande,
- pour la Chine et l'Inde, certains penchent pour une hausse de 3,5% ou 4,5% ; mais même dans l'hypothèse la plus faible, cela signifie tout de même un doublement des besoins en vingt ans, ce qui est considérable.

On peut donc quand même considérer que les prévisions de l'EIA permettent de se faire une idée assez fidèle des prévisions de l'ensemble des organismes mondiaux de ce domaine. Cet organisme rappelle néanmoins solennellement à la fin de son rapport de juin 2000 que ce ne sont que des prévisions, et qu'elles s'appuient donc sur des hypothèses. D'après l'EIA, on n'avait par exemple pas imaginé que l'ex-Union Soviétique commencerait à se relever dès 1999, or c'est réellement le cas. En effet, la croissance en Russie a été de l'ordre de 2% en 1999, et le pays est passé de près de 1700% d'inflation à « seulement » 30% au cours de ces 18 derniers mois. Par ailleurs, la croissance chinoise dépasse largement ce qu'on avait imaginé. L'EIA insiste sur le fait que ces hypothèses peuvent être complètement remises en cause par des évolutions politiques ou sociales majeures.

En faisant le tour des économies mondiales, on aurait pu s'attendre à ce que la crise récente en Asie du sud-est ait freiné la demande des pays concernés. Mais la reprise économique est déjà bien là, et cette crise passée n'a plus d'effet sur la demande en hydrocarbures.

De même, en raison de la reprise en Russie, les besoins du pays et de ses voisins devraient aller croissant. Le relèvement est certes en partie lié à un prix relativement élevé des hydrocarbures, mais aussi à une réelle volonté politique de reprendre le pays en mains et de mettre de l'ordre dans les affaires en général, et dans l'économie en particulier.

Mais le point majeur concerne les besoins en énergie de l'Asie en développement qui devraient plus que doubler d'ici 2020 (voir graphique 2 et tableaux 1 et 2 en annexe) ; la Chine a en outre annoncé en 1997 qu'elle devra importer 20 à 25 millions de tonnes de gaz par an si sa croissance se maintient à un rythme soutenu (8% en 1997). En fait, tous les organismes de prévision du secteur prévoient une croissance chinoise annuelle de 6,3 à 7,2% d'ici 2020.

En ce qui concerne l'Europe de l'ouest, ses besoins ne devraient plus évoluer de façon significative. L'EIA prétend que d'ici 2020, elle devrait connaître une augmentation de l'ordre de 1% par an, ce qui est négligeable en comparaison de certaines autres régions du monde (voir diagramme 2 et tableaux 1 et 2 en annexe). Une des inconnues concernant les pays développés est liée au protocole concernant la pollution atmosphérique et les changements climatiques décidé à Kyoto (réduction des émissions de gaz à effet de serre). Ce document n'a pas été ratifié pour l'instant par les pays, ce qui explique l'incertitude actuelle.

L'étude des chiffres montre en outre que la plus forte hausse de demande concernera le gaz et non pas le pétrole. La demande en gaz devrait en effet augmenter de 3,1% par an jusqu'en 2020, ce qui revient à dire qu'elle va doubler pendant cette période. Cet attrait du gaz est lié à ses caractéristiques :

- le rendement des machines utilisant ce combustible est meilleur,
- sa combustion est plus « propre »,
- il ne nécessite pas d'opérations lourdes de raffinage.

Tout ceci en fait une alternative majeure pour nombre de pays, en particulier ceux souhaitant réduire leur pollution par les gaz à effet de serre.

D'un point de vue strictement économique, les producteurs d'Asie centrale préféreraient exporter hors des pays de la CEI qui ne paient (lorsqu'ils honorent leurs dettes) que 60% du prix mondial...

Les voies de désenclavement des ressources d'Asie centrale vers l'Est et le Sud semblent donc les plus intéressantes. En particulier celle qui passerait par la Chine pourrait permettre d'alimenter ce futur très gros consommateur. Mais c'est la plus longue, la plus difficile (montagnes très élevées), et donc la plus coûteuse.

#### 1.4 Trajet des oléoducs et gazoducs

Le but affiché des Etats-Unis est d'empêcher que la Russie ne devienne le maître des voies de communication et en particulier de celles des hydrocarbures, par nature stratégiques.

Les Russes ont bien conscience de la désuétude de leur parc pétrolier, et misent sur leurs oléoducs et gazoducs. Leur objectif est donc de relier la Caspienne à la mer Noire et d'empêcher le choix d'une route turco-pakistanaise. Leur solution est un tracé via le Kazakhstan ou l'Azerbaïdjan vers le nord du Caucase et enfin la mer Noire (port de Novorosiisk). Ensuite, il lui faut éviter la Turquie et l'Ukraine (dont l'avenir géopolitique est trop incertain à ses yeux), pour passer ensuite par la Bulgarie et la Grèce. Mais il leur faudra au moins moderniser le réseau existant.

Par ailleurs, si les oléoducs russes se terminent au port de Novorosiisk en mer Noire, cela implique pour les pétroliers de transiter par le détroit du Bosphore. Or, la Turquie compte, pour des raisons compréhensibles de risques écologiques, limiter le tonnage admissible transitant par ce point. Enfin, la question se pose de savoir si le débouché en Méditerranée est réellement intéressant compte tenu de la position géographique des gros demandeurs d'hydrocarbures actuels et à venir.

#### 1.4.1 Oléoducs

Les différentes routes existantes ou en projet sont détaillées en annexe, carte 2 et tableau 5.

Le projet russe lancé par le Caspian Pipeline Consortium (CPC) vise à construire un oléoduc d'une capacité de 1,35 million de barils par jour depuis le Kazakhstan vers Novorosiisk<sup>6</sup>. Ce consortium comprend la Russie (24%), le Kazakhstan (19%), les sociétés CHEVRON (15%), LUKARCO (12.5% Russie/USA), MOBIL (7.5%), et d'autres investisseurs comme le Sultanat d'Oman, l'Italie ou le Kazakhstan.

Il présente bien sûr l'inconvénient de maintenir le pays en état de dépendance par rapport à la Russie. Mais ceci s'inscrit dans la politique kazakhe et est du à sa fragilité ethnique qui sera évoquée plus tard.

La plus ancienne route vers l'ouest passe de Baku vers le port de Supsa en Géorgie. Le même problème lié au Bosphore se pose donc pour ce trajet, d'autant plus que cette route initiale transite par Grozny... Cet oléoduc pourrait passer de 115000 barils par jour à 600000 barils par jour.

---

<sup>6</sup> USA Energy Information Administration (EIA), International Energy Outlook 2000 : Caspian sea region, Washington, juin 2000

Un autre projet d'oléoduc, nommé Main Export Pipeline (MEP), transiterait par l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie vers la Méditerranée (port de Ceyhan). Il ressort des études qu'il n'a de réelle chance de se faire (transit insuffisant par rapport à l'investissement) que si le Kazakhstan y fait transiter son pétrole.

Il est aussi possible de passer par l'Iran vers la Turquie et le golfe persique. Il est vrai que cette route a l'avantage majeur d'être la plus courte vers les marchés importants de l'avenir. La capacité de cet oléoduc pourrait être de 1 million de barils par jour. Inconvénient : la position des Etats Unis vis-à-vis de l'Iran, même s'il semble que la loi « d'Amato », qui cherche à intimider les investisseurs étrangers en Iran ne s'applique pas aux installations destinées au transit de matières premières.

Le « South pipeline » irait vers le Pakistan et les marchés mondiaux via l'Afghanistan. Le Turkménistan a signé un « Memorandum of Understanding » avec l'Afghanistan et le Pakistan pour construire un oléoduc de 1 million de barils par jour. Ceci est l'alternative, outre le passage direct vers la Chine, à la solution iranienne afin d'atteindre efficacement les marchés asiatiques. La guerre en Afghanistan freine largement l'avancement de ce projet pour l'instant.

#### 1.4.2 Gazoducs

Différents projets de gazoducs sont en cours et sont décrits dans le tableau 6 en annexe.

Un premier projet (lancé avec l'Ouzbékistan), nommé Centgas, est à l'étude. Son trajet passerait par l'Afghanistan et le Pakistan vers la côte du Makran (Pakistan). Il pose le problème du transit sur deux Etats perturbés par des conflits violents.

Le second projet utiliserait la même route que le MEP, via Baku, la Géorgie vers la Turquie, dont la demande en gaz devrait augmenter jusqu'à 2 Tcf par an en 2010.

Un autre projet desservirait l'Iran puis la Turquie. Un premier gazoduc serait déjà en fonctionnement (capacité faible de 0,35 Tcf par an), bien que le Turkménistan passe pour être

le pays le moins religieux de la région... Ce gazoduc pourrait être amélioré pour permettre un débit de 1 Tcf par an en 2010. L'Iran, appuyé par la Russie et la France, souhaite vivement que ce gazoduc voit le jour, et fait état du trajet le plus court et le moins coûteux pour atteindre les marchés asiatiques. Il a contre lui d'être en relatif désaccord avec la politique des USA.

Il est aussi envisagé d'utiliser le réseau Russe pour aller vers l'Europe occidentale (capacité actuelle de 0.7 Tcf par an, avec possibilité d'augmenter à 1 Tcf annuel), ou pour rejoindre la Turquie en passant par l'Arménie et la Géorgie.

Le dernier projet, très ambitieux, est souvent qualifié d'irréaliste. Il consiste à relier le Turkménistan et le Kazakhstan vers la Chine (Turkestan chinois ou Xinjiang), traverser la mer d'Okhotsk et parvenir éventuellement au Japon. Parvenir à la côte chinoise coûterait 10 G\$ ; il en faudrait 10 de plus pour le tronçon sous-marin vers le Japon, dont l'économie connaît actuellement un marasme certain.

Notons en outre que même si les Russes et les Turcs ne se portent pas spécialement dans leurs cœurs respectifs, ce qui est une réalité géopolitique à long terme, il n'en reste pas moins que la diplomatie réalise parfois des prouesses. Ainsi, un accord a été trouvé entre ces deux pays pour construire un gazoduc sous la mer Noire (projet nommé « Blue Stream ») et fournir la Turquie en gaz Russe. Mais il faut reconnaître que ces « arrangements », lorsqu'ils ne reposent pas sur des considérations géopolitiques profondes, sont souvent fragiles. Il n'est pas impossible que cet approvisionnement soit très fragile.

Il faut enfin être bien conscient que le trajet du gaz est devenu un enjeu majeur du conflit afghan. « La participation de la compagnie américaine UNOCAL dans la construction du gazoduc qui devrait traverser l'Afghanistan explique en partie le soutien des Américains aux talibans d'Afghanistan, l'autre partie étant la constitution d'un front intégriste sunnite fort, capable de s'opposer à l'intégrisme chiite des Iraniens »<sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> CHUVIN P. – GENTELLE P., *Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris ; Le Monde poche - Marabout, 1998, p 33

## 2. De l'intégration au monde soviétique à l'indépendance

### 2.1 La genèse de ces pays est d'une rare complexité

Les phénomènes démographiques sont des phénomènes de société. Et qui dit société, en Asie centrale comme dans la majorité des pays du globe, dit ethnies. Or ces ethnies ont des « habitudes » de vie et des relations entre elles qui ne peuvent s'expliquer si l'on occulte leur histoire. Aussi est-il nécessaire, sans remonter à la nuit des temps, d'étudier cette histoire pour comprendre la démographie des peuples et déceler les éventuels risques associés.

#### 2.1.1 Les Empires et leurs effets

Il faut en premier lieu remonter au XIII<sup>ème</sup> siècle, période où, à l'occasion de l'invasion mongole, un grand brassage de populations a lieu. « Une conséquence paradoxale en fut l'enracinement des langues turques en Asie centrale : les Mongols en effet s'islamisèrent et se turquifièrent en même temps [...]. Mais cet empire enracine définitivement la synthèse culturelle turco-persane de Transoxiane : un turc littéraire côtoie comme langue de culture le persan, qui reste la langue officielle ; un sunnisme strict constitue l'orthodoxie religieuse »<sup>8</sup>. Ce sont donc des mouvements incessants d'occupants successifs qui expliquent que les formations politiques de cette région à cette époque ne soient pas l'expression directe des ethnies, mais de dynasties qui se sont imposées à des populations très variées. Ainsi, tous les Empires de la région ont eu le persan comme langue de culture, mais tous les souverains étaient d'origine turque. Il y aura néanmoins cristallisation par la suite, et elle est encore valable aujourd'hui.

Elle fut le fait de trois événements différents mais concomitants :

- La conquête de l'Iran par la dynastie des Safavides, qui fit du chiisme le fondement de ce pays,
- La conquête de la Transoxiane par les Ouzbeks,
- La fondation de l'Empire Moghol (du nord de l'Inde à l'Afghanistan), chassé par les Ouzbeks de ses terres ancestrales du Ferghana (vallée partagée par l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan).

C'est pour cette raison que les Ouzbeks, dès leur indépendance, vont s'ériger en pivot de la Transoxiane. La chiitisation de l'Iran quant à elle va avoir des effets à plus long terme. Elle entraîne une coupure nette entre les persanophones sunnites et l'Iran, qui ne réussira pas à reprendre pied en Asie centrale. En outre, les iraniens feront mine de se désintéresser de tout ce qui peut s'écrire en persan dans le monde sunnite. Ceci conduira les élites des pays d'Asie centrale, à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, à essayer de trouver dans le panturquisme un nouveau relais pour leur identité islamique. Mais cet attrait pour le monde ottoman arrivera trop tard, alors que la nouvelle Turquie kémaliste aura renoncé à toute prétention panturque pour devenir un Etat-nation.

Aujourd'hui, ce sont des « macro ethnies », parfois inventées par les Etats, qui émergent et ont fini par devenir une réalité. Elles peuvent être visualisées dans la langue, éventuellement dans la religion. Ce sont en fait les groupes ethniques qui se sont vus attribuer une « République ». La notion de clan ou de groupe de solidarité ne fut reconnue (au début du siècle passé) par l'URSS que négativement, et fut dénoncée. Ceci montre bien que ces groupes ont une réelle importance. Ils donnent lieu à des mariages préférentiels, à une proximité de résidence, à l'établissement de réseaux de clientélisme voire de mafia. Ils constituent un « découpage » qui fait sens : on peut dire que les deux principales factions qui se sont affrontées au Tadjikistan de 1995 à 1997 sont les clans des « Koulabis » et des « Gharmis », tous deux issus de l'ethnie tadjike. Le factionalisme clanique, tribal ou régionaliste est à n'en pas douter un élément clé de la vie en Asie centrale, et c'est de lui que pourraient provenir les éventuels conflits dans l'ensemble des pays de la région. Mais il ne faut pas croire que ces clans sont invariants, issus d'une histoire très ancienne et qu'ils ont simplement ressurgi à la chute de l'URSS. Au contraire, ils sont aussi un produit de la recomposition de la structure traditionnelle par le système soviétique.

Aussi, à l'heure actuelle, deux faits différents structurent ces Etats et sont en retour pérennisés par eux : l'ethnie qui a permis de fonder l'Etat-nation d'une part, et le factionalisme, clé de la loyauté politique d'autre part.

### 2.1.2 Les groupes de solidarité

En ce qui concerne les groupes de solidarité, ils sont plus le fait d'une place dans la société (ancrage dans un espace donné et niches économiques) que le fait de l'ethnie et la langue.

---

<sup>8</sup> ROY O., La nouvelle Asie centrale, Paris ; Seuil, 1997, p. 36

Dans la pratique il semble que « interrogé sur son identité, un individu donne souvent des références identitaires multiples : groupe ethnico-linguistique, références tribales, régionalistes, religieuses, socio-religieuses [...] »<sup>9</sup>. On se rend bien compte que cela traduit une situation et une conscience individuelle fort diverses.

Dans les villages, les groupes se rassemblent dans le cadre de quartiers (mahalla), dont l'individualité est représentée par une mosquée construite et fréquentée par les membres de ce groupe. Dans les villes, les regroupements ont aussi lieu sous forme de mahalla, qui rassemblent en général des personnes d'une même région. Ces groupes sont le théâtre de conflits sociaux qui peuvent devenir graves. Dans la vallée tadjike du nord du Ferghana nommée Tchadak, c'est une mahalla aisée qui s'oppose à une autre (tous les membres du soviet de district sont issus de celle-ci). Les seconds reprochent aux premiers de refuser de donner leurs filles en mariage à un groupe jugé inférieur. Ceci n'est pas neutre puisque c'est sur les alliances matrimoniales que vont reposer les nouveaux réseaux de solidarité. Une exception notable à cette coutume est constituée par les Kazakhs, qui sont exogamiques.

L'étude faite par O. Roy (ibid. p. 56) montre à ce sujet que « [...] les différents niveaux d'identité [...] ne sont pas organisés en cercles concentriques, où l'on serait par exemple d'abord Tadjik (groupe ethno-linguistique), puis khojenti (région) et enfin ashraf (sous-groupe local). Un natif d'Andijan sera d'abord un Andijani, avant d'être Tadjik ou Ouzbek ; un habitant de Samarkand sera un Samarkandi quelle que soit sa langue ». En outre, n'y a pas de système des groupes de solidarité, mais ce qui importe c'est d'appartenir à un groupe, parce que les liens avec l'Etat ou avec les ressources (telles que l'eau ou le kolkhoze) passent obligatoirement par le réseau auquel on appartient. Après coup, on se rend compte que l'influence des soviétiques a été de renforcer certaines identités alors que d'autres se sont évaporées. Celles qui existent encore sont celles qui se sont « coulées » dans une des catégories politiques ou administratives actives : le kolkhoze, la brigade, le mahalla, le district ou la faction politique. En fait, il ressort d'une étude complète que la domination politique et le contrôle des ressources par un même groupe endogame s'est traduit sans aucune difficulté de l'époque des émirats à celle de la domination soviétique, puis à l'indépendance. Ces groupes sont désormais majoritairement composés des kolkhozes et organisés autour de la famille étendue.

Bien que « groupes de solidarité », les kolkhozes connaissent malgré tout des divisions, des hiérarchies et des conflits. La solidarité est néanmoins réelle sur le plan économique et social.

---

<sup>9</sup> ROY O., La nouvelle Asie centrale, Paris ; Seuil, 1997, p. 52

Car plus qu'une unité de production, le kolkhoze est une communauté socio-économique. Que la main d'œuvre y soit excédentaire est un fait connu depuis longtemps, mais il n'est pas question d'y changer quoi que ce soit. En effet, on est membre du kolkhoze par sa naissance, c'est un lieu d'habitat et une société à part entière. Ceci explique qu'un président de kolkhoze proche de Douchanbe se considère toujours comme responsable des 7000 personnes qui certes en sont « issues », mais qui travaillent désormais à la ville.

### 2.1.3 Le « travail » des soviétiques

Afin d'instituer un fondement solide aux ethnies, les Russes se sont lancés dans deux voies différentes : l'ethnogénèse et la linguistique. La première démarche visera par exemple à montrer que l'ethnie ouzbèke s'est formée il y a très longtemps et qu'elle s'est toujours trouvée sur le territoire qui porte son nom. Mais cette justification procède en fait d'une malhonnêteté intellectuelle, car la démarche a en réalité consisté à partir du découpage actuel pour l'expliquer à l'aide de l'histoire. Juste retour des choses ou incohérence du système, ces justifications a posteriori pouvaient coûter la vie aux « savants », puisque si la ligne du parti changeait, ces explications pouvaient tout d'un coup devenir « fausses » ! En ce qui concerne la justification par la langue, O. Roy écrit : « le principe selon lequel une nationalité est définie par une langue et un territoire conduit à des aberrations bien connues [...]. Puisque les Juifs sont reconnus comme nationalité, on décide que leur langue est le yiddish et on leur invente un territoire : le Birobidjan, au fin fond de la Sibérie. Reconnaître l'hébreu comme langue des Juifs reviendrait à les définir comme groupe religieux, ce qui n'est pas acceptable selon la théorie de la nationalité. La conséquence est que les Juifs de Boukhara ou d'Azerbaïdjan, dont l'identité est forte et qui parlent respectivement persan et tât ne sont pas reconnus comme Juifs et doivent se déclarer Azéris, Tadjiks ou Ouzbeks » (ibid. p.113).

La logique du découpage soviétique revêt une autre réalité, elle obéit à des buts stratégiques et politiques. Le revirement tardif de l'administration moscovite au profit des musulmans en est une traduction. Par exemple, les Pamiris, musulmans ismaéliens, n'avaient pas fait l'objet d'une quelconque sollicitude jusqu'en 1937. A cette date, il est décidé que bien que devant se déclarer Tadjiks, leur entité administrative ne sera pas pour autant supprimée. La présence d'autres ismaéliens dans les zones frontalières avec la Chine, le Pakistan et l'Afghanistan pousse en effet le pouvoir central à afficher une attitude bienveillante à l'égard de cette population, car il juge qu'une vitrine de bons ismaéliens soviétique est tout à fait intéressante sur les plans politiques et stratégiques.

Si l'on reprend depuis le début l'attitude des Russes soviétiques dans la région, on comprend que leur but premier fut de briser le cadre panislamique et panturque en enracinant ces Républiques dans une logique d'Etat-nation. Moscou veut absolument faire disparaître l'idée dangereuse d'un Turkestan. Une autre considération stratégique est en arrière plan : la logique des doubles têtes de pont, qui consiste à favoriser les ethnies qui peuvent servir de têtes de pont pour l'URSS au-delà de ses frontières, et de neutraliser celles qui pourraient servir à une autre puissance. En conséquence, Moscou va favoriser les Azéris, les Turkmènes, les Kurdes au détriment d'une entité persane ou turque. Les Meskèths, sunnites turcophones, seront persécutés car trop proches de la Turquie. On « casse » également, en 1924, les Tadjiks au profit des Ouzbeks. Puis, le contexte international changeant, les Tadjiks seront favorisés afin de s'opposer à l'ethnie pachtoune (Afghanistan) : le Tadjikistan devient république soviétique en 1929.

Néanmoins, même lorsqu'on favorise une ethnie, on s'assure toujours d'y maintenir des éléments de faiblesse et de friction : on donne Samarkand (ville tadjike) et Khiva (capitale d'un émirat turkmène) aux Ouzbeks, mais on ne leur donne pas Osh, à population ouzbèke, qui sera intégrée à la Kirghizie. Le Russe s'ingénie afin « [...] qu'aucune des nouvelles républiques ne soit vraiment viable et ne puisse donc devenir indépendante. On va donc jouer sur les frontières, les minorités et les enclaves »<sup>10</sup>. Prenons quelques exemples frappants :

- La route directe de Tachkent (Ouzbékistan) à la province ouzbèke du Ferghana passe par le Tadjikistan. On peut prendre une autre route, qui ne quitte pas le pays, mais elle passe par un col très difficile (3000 mètres d'altitude).
- Les routes ouvertes toute l'année et qui permettent de relier Douchanbe (Tadjikistan) à Khojent et Khorog passent pour l'une via l'Ouzbékistan, pour l'autre via le Kirghizstan. Les routes internes au pays, sur ces mêmes destinations, sont fermées 7 mois de l'année !

On aurait aussi pu penser que ceci a été fait pour respecter les réalités ethniques, mais ce n'est pas non plus le cas, tant ces ethnies sont imbriquées. Les soviétiques ont même réussi à compliquer le problème sur ce plan là aussi. Tchimkent, ville proche de l'Ouzbékistan, a une majorité ouzbèke. Cela ne l'a pas empêchée d'être rattachée au Kazakhstan, tout comme Osh l'a été au profit du Kirghizstan. De même, la ville tadjike de Samarkand est restée en Ouzbékistan alors que la frontière tadjike se trouve à moins de 70 kilomètres. Ainsi, outre les

---

<sup>10</sup> ROY O., La nouvelle Asie centrale, Paris ; Seuil, 1997, p. 117

« européens » et les ignorés des recensements (Tatars de Crimée, Meshkèts,...), une troisième catégorie de minorité a été créée : les ressortissants ne vivant pas dans leur république éponyme (portant leur nom). Ils sont la source la plus importante de conflits potentiels. L'Ouzbékistan en particulier compte des Ouzbeks ethniques au-delà de chacune de ses cinq frontières. Mais il existe aussi des Tadjiks en Ouzbékistan : à Samarkand, Boukhara et dans les piémonts.

La situation dans le Ferghana pose également question. A ce carrefour de trois républiques au sein du carrefour qu'est l'Asie centrale « s'entasse » un cinquième de la population de cette région du monde (85% d'Ouzbeks alors que tout le Ferghana n'est pas en Ouzbékistan), sur un territoire fertile qui ne représente que 22000 km<sup>2</sup> (voir carte 2 en annexe). Ceci explique qu'il soit le lieu de tensions importantes liées essentiellement aux rivalités pour le contrôle des terres arables.

Enfin, l'enclavement est également présent au sein des états, doublé en sus de décalages ethniques : « le district de Soukh est rattaché à l'Ouzbékistan, enclavé dans le Kirghizstan, mais peuplé à 95% de Tadjiks et de 5% de Kirghizes et ne compte pas un seul Ouzbek » écrit O. Roy (ibid. p. 120).

La suite logique du projet soviétique a été de doter le produit administratif de la partition d'une réalité culturelle : la langue et la culture. Le linguiste soviétique fabrique en fait des langues selon les directives politiques. Le but officiel est de permettre à chaque République d'utiliser sa langue parlée et d'en faire une langue écrite. Rien n'étant jamais ni vraiment noir ni vraiment blanc dans cette région du monde, cette volonté se heurte à la réalité suivante : il n'y a pas de délimitation claire entre les dialectes d'une même famille de langue (persan ou turc). L'exemple le plus frappant est celui des Tadjiks, qui utilisaient le persan littéraire comme langue écrite alors que nombre de dialectes comportaient une majorité de mots turcs. Cette réalité a été ignorée, et il a été décidé que tous les persanophones de la région seraient Tadjiks.

Dans ce panorama complexe, il est également important de noter que contrairement à ses voisins de l'ex-URSS, l'Ouzbékistan a toujours été dirigé par des cadres Ouzbeks. Cette tendance est toujours valable, puisque entre 1990 et 1994, la proportion de députés Ouzbeks est passée de 77% à 86%. Cela explique que c'est dans ce pays que le passage à l'indépendance s'est, sur le plan politique, le mieux passé. Cette exception notable, ce traitement de faveur, l'Ouzbékistan le doit là aussi à des considérations stratégiques des soviétiques.

Tout ce qui précède concourt au fameux concept « diviser pour mieux régner », appliqué à merveille par l'URSS. Il est d'ailleurs étonnant que cette partition n'ait pas rencontré d'opposition sur le moment. Cela s'explique pourtant : cette partition ne remet pas en cause les identités nationales, elle laisse intacts les groupes de solidarité qui constituent l'essentiel de l'identité de cette population rurale. La grande division n'a réellement fait qu'une seule victime, et c'était prémédité : l'imaginaire panislamique, qui est le fait d'intellectuels et de citoyens.

## 2.2 Les « Balkans eurasiens » ; relations avec les pays voisins

On doit cette définition à Z. Brzezinski, qui en parle dans son ouvrage « Le Grand Échiquier »<sup>11</sup>. La région serait d'après lui fort semblable aux Balkans d'Europe, parce que les entités politiques y sont instables et qu'elles incitent ainsi des voisins puissants et rivaux à occuper la place. C'est cette combinaison de pouvoir vacant et de velléité d'absorption par une puissance extérieure qui justifierait, aux yeux de M. Brzezinski cette appellation.

### 2.2.1 La Russie

L'influence de Moscou a beaucoup décliné, en raison de la perte d'efficacité des leviers constitués par les minorités ethniques, mais aussi et surtout parce que ce pays n'a rien eu à proposer. La coopération technique positive n'a plus lieu, les experts sont partis, les dons, prêts ou investissements sont inexistantes. De plus, le chantage ouvert concernant la coupure des oléoducs et gazoducs a été particulièrement malhabile. Il amène les Républiques à chercher d'autres débouchés, qu'elles trouvent grâce à la volonté américaine de contrôler économiquement cette région qui pourrait devenir le second producteur mondial d'hydrocarbures après le Moyen-Orient. La Russie a pour l'instant choisi de « mettre de l'huile sur le feu » des crises locales pour faire échouer les négociations, en particulier dans le cadre de la crise tadjike. De même, elle essaie de déstabiliser l'Azerbaïdjan.

En fait, la Russie se trouve actuellement confrontée à un dilemme. D'un côté, elle est politiquement trop faible pour isoler cette région de l'influence extérieure, de l'autre elle est financièrement trop pauvre pour pouvoir en entreprendre seule le développement. Pourtant la mise à l'écart de Moscou pourrait n'être que passagère, dans la mesure où elle récupère plus

---

<sup>11</sup> BRZEZINSKI Z., Le grand échiquier, Paris ; Bayard, 1997

rapidement qu'imaginé le potentiel économique gâché par la période soviétique. Son vieillissement et son déclin démographique semblent en revanche durables

On l'a vu, Washington et Moscou tentent de contrôler les flux d'hydrocarbures dans cette zone. Moscou utilise les conflits ethniques pour limiter les aspirations occidentales de l'Azerbaïdjan (conflit du Haut-Karabakh où la Russie aide l'Arménie). Par ailleurs, l'Ouzbékistan était initialement attiré par l'Amérique, attirance annihilée ensuite par la crainte de l'Afghanistan des Talibans. Ce pays est alors devenu neutre dans cette rivalité russo-américaine. Il en est de même pour le Kazakhstan et le Turkménistan.

### 2.2.2 L'Azerbaïdjan et la question du Haut-Karabakh.

Le conflit dont il s'agit ici, entre Azéris et Arméniens, est très ancien. Cette région a d'ailleurs toujours été le théâtre d'affrontement entre perses et ottomans. Le conflit du Haut-Karabakh est justifié de part et d'autre par la légitimation d'occupation antérieure d'un territoire. Ainsi, les historiens pro-azéris soutiennent que :

- Le peuple azéri est issu de la fusion entre un peuple du Caucase (les Albans) et des tribus turcophones venues d'Asie centrale, et que le Haut-Karabakh était inclus dans l'espace politique des Albans, chrétiens.
- Le Haut-Karabakh est donc peuplé d'Albans, arménisés de force à la suite de l'arrivée de ces derniers au XIX<sup>ème</sup> siècle. Ceci ne remet pas en cause que les Arméniens du Haut-Karabakh sont en fait des Albans, qui ont donc les mêmes ancêtres que les Azéris, et sont en fait des Azéris qui l'ignorent...

Les historiens Arméniens se contentent quant à eux d'affirmer simplement que l'on ne dispose de presque aucune source concernant les Albans, et que de toutes façons, ils avaient été exterminés par des Turkmènes avant l'arrivée des Arméniens.

En outre, il faut reconnaître que l'Azerbaïdjan gère avec une grande habileté ses relations avec la Russie. En janvier 2001, M. Poutine a été reçu avec tous les égards, mais rien n'a été vraiment concédé au « grand frère ». Le pays poursuit son projet de gazoduc et d'oléoduc vers la Turquie via la Géorgie.

### 2.2.3 Le panturquisme

Le déclin de l'Empire ottoman a jadis entraîné chez les Turcs un fort sentiment de décadence, qui a donné lieu à une frustration. Il en a découlé une volonté de rassembler les peuples turcs présents sur le continent eurasiatique, dans des zones d'influence russes, chinoises, iraniennes et afghanes. Cette idéologie a inspiré la politique turque pendant la première guerre mondiale, puis fut mise « en veilleuse » avec l'arrivée au pouvoir de M. Kémal. Pendant la période soviétique, les peuples turcs du Caucase et de l'Asie centrale étaient en quelque sorte bâillonnés par la puissante administration politique. L'effondrement de l'URSS posa à nouveau la question de l'orientation politique des espaces turcophones : Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizstan et Azerbaïdjan. La Turquie souhaite aujourd'hui redevenir le leader culturel, économique, et dans une moindre mesure politique. Ceci explique qu'en partenariat avec les Etats Unis d'Amérique, ce pays fasse tout pour devenir le débouché principal des richesses pétrolières de l'Asie centrale, et essaie d'empêcher la Russie et l'Iran de prendre ce rôle.

Mais les évènements d'Afghanistan mettent en péril ce projet : le Pakistan, principal soutien des Talibans et également allié de Washington, fait peur aux républiques d'Asie centrale, et les pousse à rester proche de la Russie au détriment d'Ankara. D'autres pensent que les pays turcophones sont en fait plus fascinés par le modèle américain ou européen que par le modèle turc.

Enfin, il faut bien réaliser que le trajet de désenclavement qui passerait par l'Iran puis la Turquie est fort proche de la région où les tensions avec les Kurdes sont vives, que ce soit en Iran ou en Turquie. Dans ce dernier pays, les Kurdes sont désormais engagés dans la lutte pour l'indépendance nationale que connaissent déjà les Kurdes Iraniens. L'enjeu stratégique que constitue le contrôle de gazoducs ou d'oléoducs justifie que l'on puisse émettre des doutes quant à la viabilité d'un tel projet. Il suffit de se translater en Caucase du Nord et au conflit tchéchène pour s'en persuader.

### 2.2.4 L'Iran et la communauté persanophone

L'Iran, bien que persanophone comme le Tadjikistan, n'a pas réussi à renouer des liens réels avec ce pays depuis l'indépendance. Outre son chiisme d'Etat, il semble que ce soit le fossé culturel qui ait rendu cela impossible. « L'arrogance des Iraniens envers les Tadjiks, l'idéologie pesante des émissions de télévision diffusées sur le Tadjikistan, et l'indifférence

iranienne à tout ce qui peut s'écrire en persan en dehors de l'Iran et du monde chiite, ont cassé le mythe iranien »<sup>12</sup>. De ce fait, le Tadjikistan a lui aussi adopté le jeu politique du localisme reposant sur la vision simple des présidents de kolkhozes.

#### 2.2.5 La tragédie tadjike.

Ce peuple a connu deux fractures majeures dans son histoire. En premier lieu, il y eut au XVI<sup>ème</sup> siècle la division identitaire entre les peuples iranisés et iraniens. Ceux vivant à l'ouest furent convertis à un chiisme d'Etat alors qu'à l'est, les hommes vivant dans de grandes villes comme Samarkand ou dans des régions fertiles (Ferghana) sont demeurés sunnites. Le second drame est le fait d'une césure territoriale, cette fois entre le nord et le sud. Conséquence du « Grand Jeu » entre la Russie et le Royaume Uni au XIX<sup>ème</sup> siècle, les Tadjiks du nord allaient créer le Tadjikistan actuel, alors que ceux du sud se retrouvèrent « incorporés » à l'Afghanistan et au Pakistan.

F. Thual écrit à ce sujet : « Ces deux catastrophes géopolitiques seront lourdes de conséquences pour les Tadjiks qui, au Nord, se retrouvaient dominés par les Russes, et au Sud formaient un tiers de la population de l'Afghanistan où ils étaient dominés par les Pashtouns »<sup>13</sup>.

#### 2.2.6 Position de la Chine et particularisme des Ouïghours

On peut en préalable affirmer, sans craindre de se tromper, que la Chine s'opposerait à toute restauration de la mainmise russe sur l'Asie centrale. Il est bien sur beaucoup plus satisfaisant de trouver sur son flanc ouest une mosaïque de pays faibles plutôt qu'un pays massif et puissant.

Pour ce qui concerne la question ouïghoure, il faut revenir dans le temps. Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, au Xinjiang, les musulmans formaient une population disparate dont les Ouïghours formaient l'ethnie principale. Ce peuple turcophone vivait aux cotés de Chinois musulmans (Hui), de Kazakhs et de Kirghizes, qui avaient fui la soviétisation. Les Ouïghours ne pouvaient pas, faute de poids démographique suffisant, être considérés comme une nation, et leur ressentiment anti-chinois leur servait de support identitaire. En 1920, dans le but de créer

---

<sup>12</sup> ROY O., La nouvelle Asie centrale, Paris ; Seuil, 1997, p. 193

un pivot qui pourrait aider à l'annexion future du riche Turkestan chinois, les soviétiques s'ingénierent donc à définir une identité ouïghoure spécifique. L'analyse de F. Thual est la suivante : « En concourant à la confection et à la fidélisation d'une nationalité, l'Union Soviétique préparait son expansion territoriale.[...] Quelques intellectuels ouïghours se mirent à fabriquer la langue ouïghour en unifiant des dialectes assez divers. L'unification de cette langue nouvelle pris la forme d'une ouzbékisation » (ibid.).

En fait, cette population représente sensiblement 17 millions de personnes sur les 80 millions de l'ensemble au Xinjiang. Considérés à juste titre comme minorité par le pouvoir central chinois, ces populations ne tombent pas sous le coup de la politique familiale de l'enfant unique. Elles connaissent par conséquent une dynamique démographique intéressante : la population ouïghoure a une croissance démographique bien supérieure à ses voisins Han. On comprend dès lors que cette zone puisse devenir crisogène et intéresser, de l'autre côté de la frontière chinoise, le Kazakhstan et le Kirghizstan. La Chine est bien consciente de ce phénomène et essaie, sans trop de succès pour l'instant, de motiver ses « Han » à émigrer vers cette région.

Si dans son livre « Introduction à l'analyse géopolitique », Ellipses, 1999, A. Chauprade consacre une large part aux facteurs conservatifs de la géopolitique et en particulier à la géographie physique, il insiste également sur l'importance des facteurs identitaires. Élément constitutif de ces derniers, la démographie est une caractéristique évolutive, même si les ces évolutions se font en général très lentement.

En fait, comme l'écrit J.-C. Chenais<sup>14</sup>, la démographie est « la plus exacte des sciences humaines. C'est – comme le disent les savants – la science dure parmi les sciences molles ; ceci tient à la matière même qu'elle étudie : son outil principal n'est-il pas la pyramide des âges ? [...] Une pyramide a une extraordinaire inertie, elle ne se déforme qu'avec une extrême lenteur, [...] elle est peu affectée par l'actualité immédiate ; [...] voilà ce qui explique la solidité des prévisions de population ». Pour se persuader de cette évolutivité, il suffit de se souvenir que la population mondiale était de moins de 2 milliards d'hommes au début du siècle, savoir que nous en sommes actuellement à 6 milliards et qu'elle devrait, d'après les estimations actuelles, se stabiliser aux alentours 12 milliards dans le courant du XXII<sup>ème</sup> siècle.

---

<sup>13</sup> Le désir de territoire, Paris ; Ellipses, 1999

<sup>14</sup> CHENAIS J.-C., Le crépuscule de l'occident, Paris ; Robert Laffont, 1995, p. 18

### 3. La démographie des pays concernés : facteur de risques ?

Les équilibres géopolitiques sont toujours des équilibres de puissance. Ils varient en fonction du nombre, donc de la démographie de la région considérée. On peut effectivement dire qu'un pays, dont la population vieillit, a entamé son déclin géopolitique. Certes, les progrès technologiques gommant quelque peu cette réalité, mais il ne faut pas oublier qu'ils sont eux-mêmes les produits de la réflexion, de l'inventivité et des capacités de travail de sa population. Pour reprendre A. Sauvy, « [...] il est plus difficile d'avoir des champions lorsqu'on devient un club du troisième âge que lorsqu'on est un réservoir démographique ». Par ailleurs, il faut se rappeler que la constitution interne des pays, et donc les relations qu'ils entretiennent avec leurs voisins est dépendante de la dynamique démographique des communautés qui les composent. La démographie est donc une donnée essentielle qui permet d'expliquer des changements de puissance, de comportements électoraux,... Elle peut en conséquence modifier en profondeur la géopolitique des Etats.

Avant de dresser un tableau de la population de la région, il faut réaliser que malgré les forts contrastes du relief, malgré un climat continental marqué, malgré l'étroitesse du domaine agricole dans certaines régions (dont les campagnes ont souvent un aspect paradisiaque), l'Asie centrale a vu se développer très tôt des civilisations brillantes qui étaient en fait plus sédentaires que nomades. Et pourtant, bien que faisant partie des régions les plus anciennement urbanisées, la population reste essentiellement rurale. Issue d'un brassage important lié à sa position de carrefour, la population a de tout temps été d'une bigarrure complexe. Cette caractéristique est toujours valable aujourd'hui, ce qui est rare à l'échelle du globe.

En effet, on l'a vu, le peuplement de l'Asie centrale est le fruit de complexes interactions entre différents Empires. Il faut donc ne pas être simpliste et se méfier des évidences qui consistent par exemple à identifier les Turcs avec le nomadisme et un aspect mongoloïde, ou les Tadjiks avec le sédentarisme et des traits du type indo-européen. En fait, un Ouzbek parle ouzbek et se dit Ouzbek. Ce n'est pas forcément quelqu'un qui a des traits turcs.

### 3.1 Géopolitique et vide démographique

Les pays d'Asie centrale comportent de grandes superficies de steppes. Or, il s'avère qu'on peut décrire une sorte de géopolitique propre à ces étendues. La logique de ces espaces est la suivante : l'élevage de masse est facilité par l'immensité des étendues, ce qui permet de nourrir un grand nombre de personnes, donc de guerriers. De plus, cet espace non limité par des obstacles naturels, tout comme la mer, appelle à l'hégémonie : la steppe ne se partage pas. Ceci explique qu'on ait pu comparer l'empire mongol de Gengis Kahn à la thalassocratie britannique, comme l'écrit A. Chauprade<sup>15</sup>. Historiquement, jusqu'au XIII<sup>ème</sup> siècle, l'Europe fut certes soumise aux attaques venant des steppes, mais elles refluaient toujours rapidement. L'existence de ces steppes lui permettait néanmoins d'être protégée des puissances de l'Est. Ce n'est que lorsque l'espace en question s'est petit à petit comblé démographiquement que l'Europe de l'ouest s'est mise à craindre son flanc Est.

L'Asie centrale reste pourtant un « centre vide entouré de pleins ». Les cinq républiques d'Asie centrale et l'Azerbaïdjan regroupent 63 millions d'habitants, sont entourées par 66 millions d'Iraniens, 66 millions de Turcs, 147 millions de Russes, 147 millions de Pakistanais, 987 millions d'Indiens et 1,2 milliard de Chinois (qui accueillent déjà près de 400000 entreprises étrangères).

### 3.2 La transition démographique et les outils d'analyse de la démographie

#### 3.2.1 Les outils d'analyse

Ces outils sont nombreux, et nous n'en rappellerons ici que quelques-uns parmi les plus significatifs et les plus abordables pour le néophyte.

Tout d'abord, il y a la pyramide des âges dont on a déjà vu qu'elle est l'outil de base du démographe.

Ensuite, il faut s'attacher au taux annuel de croissance de la population et avoir présent à l'esprit qu'un taux de 2% signifie un doublement de la population en 35 ans. Le taux de

---

<sup>15</sup> CHAUPRADE A., Introduction à l'analyse géopolitique, Paris ; Ellipses, 1999

fécondité permet quant à lui de mesurer la capacité effective de reproduction d'une population.

C'est avec le taux brut de natalité que l'on appréhende le mieux la baisse de la natalité, signe du passage dans la seconde phase de la transition démographique. Il est donc particulièrement important à connaître. Le taux de mortalité infantile enfin est « l'un des meilleurs révélateurs des conditions sanitaires et indirectement des niveaux de développement économique »<sup>16</sup>.

L'espérance de vie à la naissance est pour sa part l'indicateur le plus pertinent pour rendre compte de manière synthétique du régime de la mortalité.

Tous ces chiffres se retrouvent dans le tableau 8 en annexe et vont permettre de se prononcer sur l'avancement de la transition démographique en Asie centrale.

### 3.2.2 La transition a-t-elle lieu ?

Ces pays ont eux aussi connu l'explosion démographique liée à la première phase de la transition démographique, et il faut noter que le modèle en question touche ces populations pourtant en majorité musulmanes selon le même processus que pour les autres pays du monde (voir graphiques 3 en annexe). En fait, malgré la remise en cause dans les années 1970 de l'adéquation de ce modèle pour des populations musulmanes, on s'est aperçu qu'il était quand même valable.

Un des facteurs expliquant la transition démographique réside dans la baisse de la mortalité infantile. On n'est plus obligé d'enfanter de nombreuses fois pour être sûr que quelques-uns survivront. « Cette révolution des mœurs sexuelles a été permise par une évolution fondamentale préalable : la libération d'une crainte millénaire qui, depuis toujours, hantait les esprits, celle d'une disparition précoce de la progéniture » écrit J.-C. Chesnais (ibid. p. 351). La prise de conscience de ce phénomène, après un temps plus ou moins long, incite en règle générale les couples à restreindre leur nombre d'enfants.

Mais cette baisse de la mortalité, infantile ou générale, n'explique pas complètement l'évolution globale. Elle ne peut être sortie d'un contexte général où un ensemble de modifications socioéconomiques et socioculturelles sont indissociables. Parmi eux,

---

<sup>16</sup> GUILLON M. –SZTOKMAN N., Géographie mondiale de la population, Paris ; Ellipses, 2000, p.26

l'évolution du statut de la femme, son niveau d'éducation et son entrée sur le marché du travail (même limitée) sont déterminants.

« L'éducation [en Ouzbékistan], qui se développe rapidement à partir de la génération 1930 est le facteur principal de la baisse de fécondité. [...] Il faut attendre plusieurs générations pour voir se développer un réel processus de diffusion. Cependant, une fois enclenchée, cette diffusion conduit à une convergence remarquable des niveaux de fécondité, quel que soit le niveau d'éducation atteint. [...] Ainsi la persistance de facteurs de tradition, observée aussi à travers les pratiques matrimoniales, n'apparaît pas en elle-même constituer un obstacle à la transition, ni à la pratique contraceptive, développée partout »<sup>17</sup>. J.-C. Chesnais abonde dans le même sens puisqu'il écrit (ibid. p. 352) : « Le bouleversement de la condition féminine (élévation extraordinaire du niveau scolaire, accès à l'autonomie financière) est aussi une des causes de la métamorphose en cours ». La scolarisation est en effet un des meilleurs vecteurs du changement de comportement démographique, c'est l'instrument majeur qui permet de rompre avec des pratiques traditionnelles. Aussi, le taux de fécondité évolue-t-il en sens inverse du niveau de scolarisation.

Quel que soit le pays de la zone qu'on étudie, l'indicateur conjoncturel de la fécondité est en décroissance. Le Kazakhstan est ainsi passé de 5,69 enfants par femme en 1951 à 3,31 en 1970, puis 2,81 en 1989<sup>18</sup>. En Ouzbékistan aux mêmes dates, il était de 4,44 puis de 5,63 pour finir à 4,02. Même au Tadjikistan cette décroissance de la fécondité est effective, puisque les chiffres le concernant sont de 4,45 puis 5,89 et 5,08.

La différence entre les pays tient en fait dans la durée des différentes phases de la transition et bien sur de la date à laquelle cette transition a commencé. Aussi, la croissance a été très sensible entre 1939 et 1990 : l'ensemble des républiques d'Asie centrale a triplé de population entre ces dates (de 10,5 millions d'habitants à 34 million d'habitants). Actuellement, il y a 55 millions d'habitants en Asie centrale.

---

<sup>17</sup> BARBIERI M. – BLUM A. – DOLGIKH E. – ERGASHEV A., La transition de fécondité en Ouzbékistan, Paris ; Dossiers et recherche de l'INED n° 44, p. 52

<sup>18</sup> source : BLUM A., Systèmes démographiques soviétiques, EHESS, Paris, 1992

### 3.3 Les limites de l'ingénierie sociale soviétique

#### 3.3.1 Vers un changement des coutumes ?

Il semblerait que le projet d'ingénierie sociale soviétique ait montré ses limites. Le maintien de comportements traditionnels est une réalité. Les liens de parenté et la logique des réseaux prévalent toujours, le rôle plus effacé des femmes également. D'importants efforts furent pourtant consentis à cette époque dans le but d'essayer de transformer ces sociétés.

Tout d'abord, le statut de la femme est remis en question, afin que l'espace familial traditionnellement clos devienne perméable à l'idéologie soviétique. Il s'agit de s'attaquer aux coutumes musulmanes et d'émanciper les femmes. L'effort Russe se concentre sur l'Ouzbékistan, où des cérémonies publiques de dévoilement sont organisées en 1927. Les cadres sont sommés d'y amener leurs femmes. Par ailleurs, les Russes permettront à plusieurs centaines de femmes ouzbèkes et tadjikes de venir étudier à Moscou ou à Leningrad, puis de revenir au pays en tant que cadres locaux. Mais « comme toujours, l'Asie centrale fait le gros dos. On ne s'oppose pas à Moscou, mais on défait en douce ce qui a été fait, et l'on attend que la campagne du moment laisse la place à une autre [...]. S'il y a bien une augmentation du nombre de femmes dans les partis républicains, c'est une proportion en trompe l'œil. Le pourcentage de femmes est souvent inversement proportionnel à celui des musulmans [...], ce qui indique que plus les indigènes montent dans l'appareil, moins il y a de femmes, en tout cas de musulmanes. [...] L'indigénation se fait au détriment de la féminisation. La règle se confirmera après les indépendances : les Ouzbeks ethniques passent de 77% dans le parlement à 86% entre 1990 et 1994, et les femmes de 9 à 6% pour la même période »<sup>19</sup>. Ceci est confirmé par un rapide coup d'œil dans les kolkhozes, où les groupes de travail dans les champs comprennent surtout des femmes.

Pour ce qui concerne la nuptialité, les coutumes semblent également se maintenir : en 1989, 20% des femmes mariées dans cette année ont épousé un cousin ou un proche parent, chiffre qui se passe de commentaire.

#### 3.3.2 Un bilan mitigé

En ce qui concerne les conséquences des agissements de Moscou, il faut rappeler que si la situation n'est pas brillante en Russie, elle ne l'est pas non plus dans ces pays. « Les sociétés se transforment en un double circuit où les trafiquants, spéculateurs de plus en plus riches,

---

<sup>19</sup> ROY O., La nouvelle Asie centrale, Paris ; Seuil, 1997, p.132

prennent le pas sur l'immense majorité d'une population qui a perdu tous ses repères monétaires, ses avantages acquis, son accès à l'éducation et à la santé, son accès à des moyens de transport bon marchés »<sup>20</sup>. Les systèmes mis en place par l'URSS se préoccupaient en effet peu de rentabilité, et l'exemple de l'Ouzbékistan est frappant : à cette époque, 24% du PNB étaient consacrés aux pensions, retraites et aides sociales. Cet héritage très lourd n'a pu être conservé qu'au prix d'une dévalorisation complète.

Il faut pourtant reconnaître que la période soviétique a permis que les bases actuelles de ces sociétés soient globalement saines : santé, éducation de base, espérance de vie. Les chiffres de l'indicateur de développement humain ne sont donc pas catastrophiques (voir tableaux 7, 8 et 9 en annexe), en tout cas sans commune mesure avec l'Afghanistan qui n'a pas connu d'époque similaire. En 1990 par exemple, l'Iran comptait 46% d'analphabètes dans sa population de plus de quinze ans, alors qu'ils représentaient à cette même date 65% au Pakistan et 71% en Afghanistan. Ceci est à comparer aux 84 à 87% des plus de quinze ans de l'Asie centrale qui ont reçu une instruction secondaire ou supérieure (chiffre 1989).

### 3.4 Composition ethnique, clanisme et factionnalisme régional

#### 3.4.1 La démographie à l'époque soviétique

Durant la seconde partie du siècle dernier, les sociétés d'Asie centrale sous domination soviétique seront marquées par une forte croissance démographique et un exode rural presque inexistant. Les villes sont habitées par des immigrants européens, et resteront dans cette configuration jusqu'en 1990. Puisque toutes les capitales ont une majorité d'allogènes, la masse de l'ethnie nationale vit à la campagne, en surnombre par rapport à la terre. Les paysans sont musulmans, les professions techniciennes sont massivement européennes et l'administration est mixte.

Mais cette apparente similitude avec des comportements de pays du tiers-monde ne doit pas tromper, car deux éléments y sont tout à fait atypiques : l'Asie centrale ne connaît ni exode vers le Nord, ni exode rural. Le recensement de 1989 montre en effet une urbanisation très faible. Elle est de 57% au Kazakhstan, 45% au Turkménistan, 41% en Ouzbékistan, 38% au Kirghizstan et 31% au Tadjikistan, à comparer avec les 74% de la Russie. De plus, il apparaît qu'au milieu des années 1980, seulement 37% de la population urbaine vivait dans des villes

---

<sup>20</sup> CHUVIN P. – GENTELLE P., *Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris ; Le Monde poche -

de plus de 250000 habitants. Enfin, si l'on fait le compte des villes de plus de 50000 habitants au Kirghizstan, au Tadjikistan et au Turkménistan, on n'en recense au total que 13 alors qu'il y en a 20 en Biélorussie !

L'évolution démographique déjà évoquée a différentes conséquences. La première est un homogénéisation ethnique, avec une importante augmentation de la proportion de l'ethnie nationale. L'indigénation a bien lieu, que ce soit au niveau du parti, de l'industrie ou dans le domaine des communications. Autre aspect majeur de ce changement, le nombre de musulmans augmente encore d'avantage dans les instituts de formation. Tout ceci présente un inconvénient majeur pour Moscou, car rend moins efficace la manipulation des minorités. En effet, il y a désormais une réelle adéquation entre le groupe ethnique et l'Etat-nation qui, exception faite du Kazakhstan, n'est plus affecté par une éventuelle agitation de ses minorités. Une autre conséquence essentielle est un enracinement dans les Kolkhozes, les sociétés en question restant avant tout rurales. La pression sur la terre augmente en conséquence, et une paupérisation s'ensuit. Ce phénomène, apparu dans les années 80, s'est dramatiquement accru à la suite des indépendances : la population rurale a augmenté de 20% entre 1959 et 1985. Ce phénomène se poursuit encore aujourd'hui, en raison de la croissance démographique plus importante dans les campagnes. Ainsi en Ouzbékistan, 70% des Ouzbeks ethniques vivent à la campagne, et 62% de la population est rurale (contre 59% en 1980)<sup>21</sup>.

#### 3.4.2 Les ethnies

La Russie soviétique a créé puis utilisé ces leviers liés aux questions sociales. A. Chauprade écrit à ce sujet (ibid. p. 247) : « Les sociétés post-soviétiques de la zone sont en effet caractérisées par l'absence de classe moyenne et par la concentration dans les mains d'une minorité autoritaire. A ce titre, elles présentent une fragilité forte du point de vue social que les Russes peuvent à tout moment utiliser pour faire pression sur les pouvoirs en place ». Ce point de vue intéressant doit néanmoins être nuancé. En effet, l'évolution démographique de la dernière décade montre que l'homogénéisation ethnique de ces pays a été réelle. Le risque est encore présent, et la politique prudente de l'Ouzbékistan atteste de sa réalité : afin d'éviter les fractures sociales, le pays a mené ses réformes à petits pas dans le domaine économique. Les minorités présentes, même si leurs effectifs se réduisent, souhaitent néanmoins être reconnues. Pour l'instant, elles sont tolérées, considérées comme des sortes d'excroissances.

---

Marabout, 1998, p. 110

Les antagonismes peuvent se développer sur le ferment du nationalisme ouvert des différentes Républiques, et pourraient évoluer en pogroms ou en guerres civiles comme ce fut le cas au Tadjikistan.

Certains spécialistes écrivent même que les menaces sur l'ordre public pèsent un peu partout, « [...] qu'elles viennent de la criminalité pure et simple, favorisée par l'existence antérieure de procédés de contournement d'un système économique impraticable, de la révélation d'antagonismes violents, conflits d'intérêts et conflits ethniques, sous le manteau de la propagande sur l'amitié des peuples ou tout simplement de la force d'une récession qui peut frapper des régions entières (Kazakhstan) »<sup>22</sup>. Il est donc particulièrement intéressant d'observer le cas du Kazakhstan, tout en se souvenant de ses spécificités. « [...] les indicateurs de l'âge du mariage (plus tardif chez les Kazakhs que chez les femmes russes) montrent que le Kazakhstan peut connaître une transition démographique très brutale, qui rétablirait l'équilibre démographique avec les Russes, sauf émigration de ces derniers » écrit O. Roy (ibid. p. 139).

Le Kazakhstan, on le rappelle, est fort différent sur un point des autres républiques : les Russes sont encore très présents. Le pouvoir doit donc faire des concessions au russophone, et a fait du russe une langue officielle (mais pas la « langue d'Etat »). Le président Nazarbaïev refuse néanmoins d'abandonner de la souveraineté au profit des non Kazakhs, et il s'efforce de « kazakhiser » le champ politique et les emplois en général. Dans la même logique, la capitale a été déplacée d'Almaty à Astana, située au centre du pays, au cœur de l'implantation Russe. Pourtant, l'avenir de ce pays semble passer par une scission entre Russes et Kazakhs. Pour O. Roy (ibid. p. 264), « [...] la population Russe n'acceptera jamais d'être marginalisée, car elle est anciennement établie, nombreuse, souvent rurale et en continuité territoriale avec la Russie. Rien ne laisse penser qu'une identité kazakhstanaise puisse se développer. Au contraire, l'hostilité entre Européens et Kazakhs semble croître, ce qui n'est pas le cas dans les autres républiques où les Russes ne sont pas menacés en tant que Russes. C'est donc l'idée et l'existence même d'un Etat kazakh qui semblent devoir être remises en cause tôt ou tard, tant est forte la prévalence de la vision ethno-nationaliste sur les autres figures de l'Etat-nation ». La géographie physique renforce encore la difficulté, puisque la frontière entre la Russie et le Kazakhstan s'étire sur près de 7000 km !

---

<sup>21</sup> source : CHUVIN P. – GENTELLE P., *Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris ; Le Monde poche - Marabout, 1998

<sup>22</sup> CHUVIN P. – GENTELLE P., *Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris ; Le Monde poche - Marabout, 1998

On peut donc craindre que si le phénomène démographique évoqué se produit, les Russes n'accepteront pas cette suprématie. Des troubles graves et une partition de ce pays sont donc fort probables à moyen terme.

#### 3.4.3 Les clans et les factions

On l'a vu auparavant, le kolkhoze est devenu un groupe de solidarité de première importance. Il est à ce sujet caractéristique de se rendre compte de la grande différence entre la règle soviétique et la coutume d'Asie centrale. Le président de kolkhoze Russe est rarement originaire de la région, et il change souvent de lieu d'affectation. Dans la région qui nous intéresse en revanche, ces hommes sont toujours issus du district administratif dans lequel le kolkhoze est implanté. De plus, ils font toute leur carrière dans le même kolkhoze. Souvent, les fils de présidents deviendront présidents à leur tour. On pourrait penser que cette situation privilégiée peut susciter des convoitises et créer de graves tensions, d'autant que la relative richesse de ces notables, est clairement affichée.

En fait, si les présidents de kolkhoze font des dépenses parfois somptueuses, grand nombre d'entre-elles ont un but social : le notable se doit d'offrir régulièrement des banquets à tout le village. Ceci pourrait choquer, mais cette attitude est en fait bien comprise de la population. Elle procède de la relation de pouvoir clientéliste qui s'établit avec les administrés, et n'est pas réellement source de conflit. Comme ces présidents le disent eux-mêmes à juste titre, ils pourraient être assimilés à des salariés élus par leurs pairs. En effet, à la différence de son homologue Russe, le président de kolkhoze d'Asie centrale a tout intérêt à ce que les hommes travaillent bien. Et les privilèges dont il dispose « [...] ne sont pas contestés par la majorité des paysans dans la mesure où il remplit bien sa fonction de notable : défendre le kolkhoze en l'articulant sur l'appareil d'Etat, assurer [...] la commercialisation, redistribuer une partie de la richesse sous forme de dépenses ostentatoires qui renforceront en retour son prestige »<sup>23</sup>.

Comme cela a été décrit plus haut, le Tadjikistan a fait l'objet de la partition la plus défavorable. Outre les problèmes liés à la langue, le fait majeur est que ses élites potentielles se trouvaient hors du territoire qui lui a été octroyé, à Samarkand et Boukhara. Alors que cette élite souhaitait qu'un grand Ouzbékistan ou un grand Turkestan voit le jour, ce sont les Tadjiks des piémonts qui se sont vu octroyer une République qu'ils n'avaient pas demandée.

Cela explique que contrairement aux autres pays d'Asie centrale, ceux qui contrôlent l'appareil politique, bien que constituant la faction dominante, ne contrôlent ni les appareils de sécurité, ni les campagnes. Le Tadjikistan doit sa guerre civile à ce problème. Quant à l'avenir, il faut bien avouer que ce pays a de grandes chances de tomber dans l'orbite ouzbèke : les inter mariages sont fréquents, beaucoup de ses habitants sont bilingues et ont du mal à dire s'ils sont tadjiks ou ouzbeks. Actuellement, seul le « protectorat » russe empêche ce mouvement naturel.

Ailleurs, les oppositions régionalistes existent également. Mais elles ne se traduisent pas en lutte pour le pouvoir suprême, qui est toujours le fait de « dictateurs éclairés » pour l'instant. Elles visent plutôt à neutraliser ou ignorer ce pouvoir central. Au Turkménistan, il est clair que c'est la tribu Tekke, originaire d'Ashkhabad, qui a le pouvoir. Au Kazakhstan, c'est la Grande Horde, établie au sud et sud-est du pays qui a ce rôle.

En ce qui concerne le Turkménistan, son système présidentieliste suscite le mécontentement des populations. Le décalage entre les promesses du président et la réalité quotidienne en est la cause. La fiction d'un « nouveau Koweït », où les revenus du gaz enrichiraient le peuple tout entier s'oppose à la réalité d'une pauvreté grandissante. L'eau, l'électricité et le gaz sont sensés être gratuits, mais les pénuries fréquentes assombrissent encore le tableau. En outre, le culte de la personnalité du Président Nyazov, nommé Turkmanbachi (le chef des Turkmènes) a des effets pervers :

- Constructions de prestige (le quatrième palais présidentiel, achevé en 1997, a coûté officiellement 60 million de dollars),
- Administration paralysée,
- Remise en cause d'accords internationaux en fonction de l'humeur du Président,
- Revenus non réinvestis dans le secteur productif.

Tout ceci ressemble fort à une privatisation de l'ensemble du pays au profit du Turkmanbachi, et pourrait bien déboucher sur des troubles.

La privatisation pose plusieurs autres problèmes. D'une part, elle crée une fracture entre les notables ruraux et l'Etat, car elle met en péril les structures traditionnelles des kolkhozes. Ceci

---

<sup>23</sup> ROY O., La nouvelle Asie centrale, Paris ; Seuil, 1997, p. 152

comporte un risque important de déstabilisation sociale, puisque ce sont ces structures qui permettent à la population de continuer à vivre décemment, malgré la paupérisation générale. D'autre part, cette privatisation est souvent irréaliste comme au Turkménistan (voir ci-dessus). Elle se fait souvent au profit de clans qui détiennent le pouvoir, jamais en faveur d'individus. Cette libéralisation a donc pour bénéficiaires essentiels les notables locaux, la famille du président ou les mafias. On pourrait donc dire que l'on a remplacé le concept d'économie du monde communiste par celui de capitalisme national aux mains d'une nomenklatura ethnique. Mais cette privatisation ne touche jamais le secteur lucratif des hydrocarbures, qui reste aux mains de l'Etat dans tous ces pays. Ceci va dans le sens évoqué plus haut, à savoir un enrichissement du « dictateur » local. La conséquence est que ce sont les agriculteurs qui doivent financer la transition, en transformant (lorsque la pollution des sols le permet encore) une part importante des terres dédiées au coton en cultures vivrières, et certaines autres en culture de l'opium.

Actuellement, des risques de fortes tensions internes existent donc dans tous les pays d'Asie centrale. Ils sont aussi liés à la crise économique :

- Les arriérés de salaire entraînent régulièrement des mouvements sociaux,
- Le trésor des différents pays permettent rarement de couvrir le paiement des retraites,
- Le chômage est masqué par des statistiques à la mode soviétique. « [...] au Kirghizstan, elles indiquent 54000 chômeurs pour 4650000 habitants (un peu plus de 1%); mais le président de la Commission parlementaire des Affaires sociales considère que 500000 personnes sont en fait inactives sur une population en âge de travailler de 2380000 personnes »<sup>24</sup>, soit 21% de la population active !

De plus, la vulnérabilité de ces économies est aussi due à leur grande dépendance vis-à-vis du commerce extérieur, qui représente 40% des revenus. Et comme, pour l'instant, aucun circuit d'échange n'est venu relayer ceux de l'ex-URSS, la Russie continue de se trouver dans une situation de type néo-colonial, bien qu'elle n'ait plus les moyens réels d'une telle politique. L'Asie centrale n'a en fait pas les moyens, ni politiques ni surtout économiques, de changer de zone monétaire.

---

<sup>24</sup> CHUVIN P. – GENTELLE P., *Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris ; Le Monde poche - Marabout, 1998, p. 168

Si l'on quitte le niveau local pour monter au niveau de la politique nationale, on s'aperçoit que l'Asie centrale ne connaît pas de réelle adéquation entre stratégie des Etats et conflits ethniques. Ces derniers s'expriment sur le plan local et non dans une logique de conflit entre nations. Les minorités musulmanes, lorsqu'elles sont présentes, sont en bonne voie d'intégration. Les Russes, si l'on excepte le Kazakhstan voué à la partition, sont marginalisés et ne posent pas de soucis. On peut donc dire que l'Asie centrale est très dissemblable de l'ex-Yougoslavie, au sens où tous les Etats contrôlent fermement la question ethnique. Les différents existent malgré tout, faute d'installation solide d'un Etat de droit :

- Kazakhstan qui craint la division,
- Turkménistan dominé par un seul clan,
- Kirghizstan où se disputent clans du Nord et du Sud,
- Ouzbékistan aux mains du clan de Jizzak-Samarcande,
- Tadjikistan où la paix actuelle ne traduit pas la fin des rivalités,
- Azerbaïdjan et son conflit au Haut-Karabakh.

### 3.5 Islamisme

L'Islam de la région est divisé en deux groupes. On pourrait croire qu'il sont issus d'une opposition entre Turcs et Persans, mais cela ne correspond pas à la réalité. Le découpage s'est en fait réalisé par différence entre zones tribales (Kazakhs, Turkmènes et Kirghizes) et zones anciennement urbanisées et islamisées (Tadjiks et Ouzbeks de Transoxiane).

Ce dernier groupe est issu des écoles religieuses (madrassa) de Samarkand et Boukhara. Son Islam est souvent fondamentaliste et s'appuie sur la riche littérature persane élaborée à l'époque moghole en Inde du Nord. Dans les zones tribales en revanche, l'Islam s'est imposé tardivement (parfois seulement au XVIII<sup>ème</sup> siècle). Il incorpore alors des traditions chamanes turques.

Il ne faut pas exagérer l'opposition entre ces deux Islams qui ne sont pas, en Asie centrale du moins, antagonistes. En revanche, la dimension soufie de l'Islam sunnite implique une critique du chiisme, ce qui accentue encore la coupure avec le monde iranien.

Un autre phénomène doit être souligné : le renouveau de l'Islam à l'époque des indépendances n'est pas issu d'une importation étrangère. Il s'agit plutôt du retour au premier plan d'une culture et de traditions qui ont toujours existé, mais en sous-terrain pendant la

période soviétique. « Les dévotions des jeunes femmes turkmènes auprès de Nedjm al Din Koubrâ à Köhne Ourgatch, des écoliers khorezmiens venus demander le succès aux examens au très accommodant Soultân Ouvays Bâbâ dans la montagne du même nom, des mères et de leurs enfants auprès de Qoutham ibn Abas à Samarkand, montrent que cette ferveur est loin de s'éteindre »<sup>25</sup>. Cet Islam « nationalisé », disposant d'un clergé propre à chaque pays, est contrôlé par l'Etat. L'Islam n'y est en aucun cas une force autonome, et il n'a pas d'impact supranational en Asie centrale.

L'impact de l'islamisme est donc assez réduit. O. Roy a étudié ce sujet et écrit (ibid. p. 237) : « On voit que l'implantation islamisme en Ouzbékistan correspond largement à une identité régionaliste : le Ferghana, peu représenté dans les instances du pouvoir central. Dans les autres pays d'Asie centrale, l'influence islamiste est encore plus réduite. [...] Au Kirghizstan, si Osh est un haut lieu de l'Islam, les conflits ethniques entre Ouzbeks et Kirghizes semblent prévaloir sur toute expression islamique transethnique. Au Turkménistan, il n'y a pas de trace de mouvement islamiste».

### 3.6 Flux migratoires

Par immigration, on entend une territorialisation extra ethnique sur un territoire initialement homogène du point de vue ethnique. Or aucun des pays d'Asie centrale n'est complètement homogène sur le plan ethnique. Aussi, nous parlerons de flux migratoires plutôt que d'immigration et émigration aux sens habituellement usités.

Tous les pays s'efforcent de limiter l'exode de leur population européenne, et l'objectif n'est nulle part de chasser les Russes, même si entre 1992 et 1998, presque 1,5 million de Russes ont quitté le Kazakhstan. Ces individus sont en effet trop utiles aux économies locales pour que l'on puisse s'en passer pour l'instant. Ils connaissent pourtant des conditions de vie de plus en plus difficiles, car la paupérisation les touche plus que les musulmans. En effet, ils sont presque tous salariés ou retraités et ne disposent pas de réseaux en campagne. Enfin, la langue russe ne sera plus celle de l'élite étrangère d'ici dix à quinze ans, et sera remplacée par l'anglais.

---

<sup>25</sup> CHUVIN P. – GENTELLE P., *Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris ; Le Monde poche - Marabout, 1998

Depuis les indépendances, certains peuples qui avaient été déportés en Asie centrale sous l'ère stalinienne sont repartis. Ainsi, les Grecs, les Allemands sont en majorité repartis. La plupart des Juifs ashkénazes ou Iraniens ont fait de même. « Mais bon nombre des minorités restantes ne sont pas bienvenues dans leur pays d'origine (les Tatars de Crimée, les Coréens), et la mosaïque des langues, des types physiques, des costumes et des ethnies subsiste comme un trait saisissant des grandes villes d'Asie centrale [...] »<sup>26</sup>. Le cas des Russes est également problématique puisque les autorités russes, sans s'opposer à leur retour, ne les ont aucunement aidés à se réinsérer dans un pays en crise. Certains rapatriés sont revenus en Asie centrale, découragés par des conditions de vie moins favorables que dans les villes-jardins qu'ils avaient quittées, souvent effrayés par les ravages de l'alcoolisme dans leur pays d'origine. Les minorités russophones tendent donc désormais à rester parmi des populations « [...] avec lesquelles elles se découvrent plus d'affinités qu'elles ne le croyaient » (ibid.).

En ce qui concerne l'exode rural, on peut dire qu'il a longtemps été différé. Il n'a réellement commencé, encore que timidement, que depuis les indépendances et a compensé (en nombre) le départ des Européens. En fait, les Etats ne veulent pas voir arriver en ville la foule de pauvres vivant tant bien que mal grâce aux structures locales des groupes de solidarité ruraux. Ceci explique le peu d'ampleur de ce phénomène. De ce fait, l'Asie centrale connaît actuellement des flux migratoires faibles, si ce n'est deux exceptions notables :

- La fuite de centaines de milliers de tadjiks pendant la guerre civile. Ils ont trouvé refuge dans les autres pays de la CEI.
- L'immigration en provenance de la Chine. « On compte 300000 Chinois arrivés récemment au Kazakhstan, et quelques dizaines de milliers au Kirghizstan. Or, ce sont des Hans, c'est-à-dire des Chinois ethniques et non pas des musulmans réfugiés, ce qui laisse planer quelques doutes [...] sur les véritables intentions des autorités chinoises. »<sup>27</sup>. On se rend bien compte que la faible densité du Kazakhstan (6 habitants au km<sup>2</sup>) le met en position de faiblesse par rapport à la Chine ou à l'Ouzbékistan.

---

<sup>26</sup> CHUVIN P. – GENTELLE P., *Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam*, Paris ; Le Monde poche - Marabout, 1998, p. 74

<sup>27</sup> ROY O., *La nouvelle Asie centrale*, Paris ; Seuil, 1997, p. 279

En ce qui concerne l'émigration du sud vers le nord, elle ne concerne presque que les Russes et les Européens, voire les nationalités laissées pour compte. Mais aucunement les indigènes, que ce soit avant ou après les indépendances.

### 3.7 Citadins et ruraux : pression sur la terre et autosuffisance alimentaire

Le problème actuel est issu de la forte croissance démographique initiale liée à la transition démographique. Elle est particulièrement sensible au Tadjikistan, dernier pays à être entré dans la transition. Cette croissance démographique a induit la pénurie et la concurrence pour la terre. Ainsi au Tadjikistan, de 1940 à 1989, la surface de terre cultivée par habitant est passée de 0,6 hectare à 0,17 hectare.

En ce qui concerne l'Ouzbékistan, l'inflation née de l'indépendance était toujours assez forte en 1995, mais malgré des difficultés économiques certaines et des tensions dans la province du Ferghana, ce pays est devenu autosuffisant sur les plans alimentaires et énergétiques dès 1995. Pourtant la pression sur la terre y est aussi importante. Déjà en 1990, le taux de croissance de la population du Ferghana était deux fois supérieure à celle de la production agricole. En 1940, chaque individu disposait de 0,25 hectare de terre agricole. En 1990, ce chiffre était tombé à 0,1 hectare, parfois 0,05 hectare...Il ne fait d'ailleurs pas de doute que les pogroms contre les turcs Meskhets déclenchés en 1990 sont dus à ce phénomène. Et pourtant, il s'agissait d'un peuple frère, à la fois musulman et turcophone, tout comme ses « persécuteurs »...Mais cela n'a pas suffi, et en dit long sur la réalité du concept de peuple frère.

La période soviétique a aussi été celle de la mise en place d'une quasi monoculture du coton. Ce secteur occupe 75% de la main d'œuvre, mais ne produit que 25% du produit agricole, en raison d'une très forte auto consommation.

Le Turkménistan ne peut quant à lui assurer son indépendance qu'en vendant son gaz. Son désenclavement pourrait passer par l'Iran, mais pose quand même des soucis (voir partie I). Son problème majeur est le risque de devenir une « république gazière » aux mains d'un président mégalomane.

L'Azerbaïdjan compte également sur ses ressources pétrolières et sur la carte américaine pour assurer son indépendance. Ses relations avec la Russie sont par conséquent tendues, également en raison du rôle de ce pays dans le conflit du Haut-Karabakh.

### 3.8 Le Grand Ouzbékistan

A l'issue de son indépendance, l'Ouzbékistan a, comme ses voisins, été à la recherche de son passé afin de retrouver des racines sur lesquelles fonder son Etat. Mais le véritable passé fondateur, c'est la période soviétique. Par conséquent, la perspective soviétique est conservée, tout en inscrivant systématiquement le rôle des soviétiques en négatif.

Le père fondateur que s'est trouvé l'Ouzbékistan est Tamerlan, et sa statue a remplacé celle de Karl Marx au centre de Tachkent. Les soviétiques avaient d'ailleurs eux aussi établi que cet homme était un des fondateurs de ce pays, mais la différence est que Tamerlan est maintenant décrit comme un pur Ouzbek.

Ce choix a aussi un autre but : le nom de Tamerlan évoque un passé glorieux à tous les peuples de la région. Ainsi il s'agit de faire de l'actuel Ouzbékistan, dans l'imaginaire des peuples voisins (pour l'instant), l'héritier du plus grand empire d'Asie centrale. « C'est donc assumer une identité purement centre asiatique, loin de l'Empire ottoman, que Tamerlan écrasa en 1402. C'est aussi assumer l'héritage turco-persan propre à la civilisation Timouride, mais en l'ouzbékisant »<sup>28</sup>. Pays le plus peuplé de la région (25 million habitants), il regroupe environ la moitié de la population de l'Asie centrale.

Le refus de tout panisme (panturquisme, panislamisme,...) est en fait une constante de l'ensemble des pays concernés, et le nationalisme qui les caractérise est très ombrageux. Néanmoins, ils s'efforcent de conserver leurs citoyens européens, et traitent avec prudence la question des minorités ethniques à l'étranger. Il s'agit en effet de maintenir le statu quo sur les frontières qui, on l'a vu, sont intrinsèquement crisogènes. On évite donc avec soin de tenir des discours de revendication territoriale, car l'effet pourrait être une cascade désagréable, qui aurait pour conséquence ultime de voir la Russie exiger la moitié du Kazakhstan.

Dans ce contexte, il faut bien comprendre que le « Grand Ouzbékistan » n'a pas de réalité territoriale ni ethnique. Il n'est pas question d'annexer des territoires, mais de peser éventuellement sur certaines décisions. Même ce dernier point s'avère délicat à mettre en

œuvre, car personne ne cherche à établir de système d'alliances entre les Républiques, et les relations entre elles sont plutôt froides. Il y a certes des accords techniques en matière de douanes, mais ces pays craignent avant tout que se constitue une quelconque sphère d'influence régionale. C'est cette crainte qui paralyse la coopération régionale entre ces Etats nouvellement souverains (coopération qui n'est d'ailleurs nullement encouragée par les Russes) et perpétue la traditionnelle vulnérabilité de la région. La conséquence est un clivage entre les Républiques qui veulent se dissocier au plus tôt de la Russie (l'Azerbaïdjan, l'Ouzbékistan ou le Turkménistan) et celles qui ne peuvent pas se le permettre.

Enfin, il faut le répéter, la réalité majeure de l'Asie centrale est son enracinement dans les groupes de solidarité locaux. Les minorités ethniques y sont également enracinées, et cela leur convient. Elles n'ont pas de velléité à faire sécession, à la différence des minorités hongroises de l'ouest de la Roumanie ou de la Slovaquie.

---

<sup>28</sup> ROY O., *La nouvelle Asie centrale*, Paris ; Seuil, 1997, p. 253

## Conclusion

Nous avons bien vu que les ressources en hydrocarbures présentes en Asie centrale constituent un enjeu géopolitique important. Tous les grands pays avaient réalisé cela depuis quelques années et ont essayé d'agir en conséquence. Ainsi, Z. Brzezinski décrivait dès 1997 la position des Etats Unis d'Amérique sur ce dossier : l'effort américain vise trois régions clés dans la région : l'Ukraine, « L'Azerbaïdjan, riche en hydrocarbures [...], ouverture sur la mer Caspienne et chaînon entre l'Asie centrale et la mer Noire (par la Géorgie) et entre la Turquie et le Caucase nord. Enfin, l'Asie centrale musulmane qu'il s'agit de désenclaver [...] sans passer par la Russie. L'Etat clef de la région, sur le plan politique, étant l'Ouzbékistan »<sup>29</sup>.

Il faut d'ailleurs bien reconnaître que la réussite majeure au plan géopolitique est incontestablement à mettre au crédit des Américains. Les compagnies CHEVRON et UNOCAL sont devenus des acteurs politiques qui discutent à loisir, et d'égal à égal, avec les présidents en place. Et leur rôle va aller grandissant avec le désenclavement progressif des richesses en hydrocarbures. Il est symptomatique de la puissance de ces entités que la prise de pouvoir des Talibans a été orchestrée par le Pakistan et la compagnie UNOCAL, aidée par son allié saoudien DELTA.

Pour ce qui concerne les foyers de tension, ils sont réels et souvent internes aux pays. Parfois, ils sont attisés par de grands voisins. Mais cela leur est devenu plus délicat, suite à l'homogénéisation ethnique des pays concernés, principalement due à leur évolution démographique. On peut néanmoins être quasiment certain que le Kazakhstan connaîtra dans un avenir assez proche une scission entre le nord et le sud, parce que les facteurs démographiques s'y conjuguent avec les considérations politiques, et que les nombreux Russes de ce pays ne se laisseront pas marginaliser.

La grande question tient en fait à la constitution politique actuelle de ces Etats, où la plupart des revenus (les hydrocarbures ne faisant pas exception) reviennent à une minorité de personnes au pouvoir. Le mécontentement suscité par cette attitude pourrait être aggravé par les tensions issues de la pression sur la terre, conséquence du fort accroissement démographique en cours. Mais il faut relativiser cette appellation de « poudrière » d'Asie centrale, car aucun de ces pays n'a les moyens de supporter les conséquences d'un conflit éventuel, qu'il convient donc d'éviter à tout prix. Enfin, il faut remettre en perspective les

---

<sup>29</sup> BRZEZINSKI Z., Le grand échiquier, Paris ; Bayard, 1997 ; p.19

difficultés de cette région du monde qui, d'après les prévisions démographiques, ne concernera directement « que » 120 millions de personnes à l'horizon 2050, alors que les conflits potentiels parmi les riverains du Nil devraient représenter un milliard d'humains à cette même date.

L'idéal pour les Etats concernés, mais aussi pour la stabilité globale de cette région du monde, serait en fait que l'attitude des Américains vis-à-vis de l'Iran s'assouplisse un peu, afin que le désenclavement vers le sud puisse se faire. En effet, si un pipeline traversait la mer Caspienne pour atteindre l'Azerbaïdjan puis la Méditerranée en passant par la Turquie, tandis qu'un autre débouchait sur la mer d'Oman en passant par l'Iran, aucune puissance unique ne détiendrait alors le monopole de l'accès aux richesses de la région.

# BIBLIOGRAPHIE

- BARBIERI M. – BLUM A. – DOLGIKH E. – ERGASHEV A., La transition de fécondité en Ouzbékistar, Paris ; Dossiers et recherche de l'INED n° 44
- BRZEZINSKI Z., Le grand échiquier, Paris ; Bayard, 1997
- CHAUPRADE A., Introduction à l'analyse géopolitique, Paris ; Ellipses, 1999
- CHENAIS J.-C., Le crépuscule de l'occident, Paris ; Robert Laffont, 1995
- CHUVIN P. – GENTELLE P., Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam, Paris ; Le Monde poche - Marabout, 1998
- GUILLON M. –SZTOKMAN N., Géographie mondiale de la population, Paris ; Ellipses, 2000
- ROY O., La nouvelle Asie centrale, Paris ; Seuil, 1997
- THUAL F., Le désir de territoire, Paris ; Ellipses, 1999
- VICHNEVSKI A., Revue d'études comparatives est ouest, volume 26, Paris ; CNRS, 1995
- CORDELLIER S. (dir.), L'état du monde en 2000, Paris ; La Découverte, 2000
- Standard & Poor's DRI (DRI), World Energy Service, World Outlook, Lexington, 1999
- United States Energy Information Administration (EIA), International Energy Outlook 2000 : Caspian sea region, Washington, juin 2000

- Eurostat et Statistisches Bundesamt, Monographie par pays : états de la CEI en 1994, office des publications officielles des communautés européennes, 1996
- International Energy Agency (IEA), World Energy Outlook 1998, Paris, 1998
- Institut National d'Etudes Démographiques, La population 1999 en chiffres, 2000
- Petroleum Economics Ltd, Oil and Energy Outlook to 2015, Londres, 2000
- PIRA Energy Group, Retainer Client Seminar, New York, 1999
- RASHID A., Les Talibans au cœur de la déstabilisation régionale, Paris ; Le Monde Diplomatique, novembre 1999
- RADVANYI J., Transports et géostratégie au sud de la Russie, Paris ; Le Monde Diplomatique, juin 1998
- REKACEWICZ P., Les chantiers de l'environnement à l'est, Paris ; Le Monde Diplomatique, juillet 2000
- CHETERIAN V., La vallée de Ferghana, cœur divisé de l'Asie centrale, Paris ; Le Monde Diplomatique, mai 1999

# TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	4
1. L'ENJEU GEOPOLITIQUE DES RESSOURCES EN HYDROCARBURES.....	7
1.1 LA GEOGRAPHIE PHYSIQUE .....	7
1.2 POSITION ET VOLUME ESTIME DES GISEMENTS .....	8
1.3 CAPACITE DE PRODUCTION ET PERSPECTIVES SUR LA DEMANDE MONDIALE .....	9
1.3.1 Une capacité de production modeste, mais des perspectives intéressantes.....	9
1.3.2 La consommation mondiale dans les années à venir .....	10
1.4 TRAJET DES OLEODUCS ET GAZODUCS .....	12
1.4.1 Oléoducs.....	13
1.4.2 Gazoducs.....	14
2. DE L'INTEGRATION AU MONDE SOVIETIQUE A L'INDEPENDANCE .....	16
2.1 LA GENESE DE CES PAYS EST D'UNE RARE COMPLEXITE.....	16
2.1.1 Les Empires et leurs effets.....	16
2.1.2 Les groupes de solidarité .....	17
2.1.3 Le « travail » des soviétiques.....	19
2.2 LES « BALKANS EURASIENS » ; RELATIONS AVEC LES PAYS VOISINS .....	22
2.2.1 La Russie .....	22
2.2.2 L'Azerbaïdjan et la question du Haut-Karabakh.....	23
2.2.3 Le panturquisme .....	24
2.2.4 L'Iran et la communauté persanophone.....	24
2.2.5 La tragédie tadjike.....	25
2.2.6 Position de la Chine et particularisme des Ouïghours.....	25
3. LA DEMOGRAPHIE DES PAYS CONCERNES : FACTEUR DE RISQUES ? .....	27
3.1 GEOPOLITIQUE ET VIDE DEMOGRAPHIQUE .....	28
3.2 LA TRANSITION DEMOGRAPHIQUE ET LES OUTILS D'ANALYSE DE LA DEMOGRAPHIE .....	28
3.2.1 Les outils d'analyse.....	28
3.2.2 La transition a-t-elle lieu ?.....	29
3.3 LES LIMITES DE L'INGENIERIE SOCIALE SOVIETIQUE.....	31
3.3.1 Vers un changement des coutumes ?.....	31
3.3.2 Un bilan mitigé.....	31
3.4 COMPOSITION ETHNIQUE, CLANISME ET FACTIONALISME REGIONAL .....	32
3.4.1 La démographie à l'époque soviétique.....	32
3.4.2 Les ethnies.....	33
3.4.3 Les clans et les factions.....	35
3.5 ISLAMISME.....	38
3.6 FLUX MIGRATOIRES .....	39
3.7 CITADINS ET RURAUX : PRESSION SUR LA TERRE ET AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE.....	41
3.8 LE GRAND OUZBEKISTAN .....	42
CONCLUSION .....	44
BIBLIOGRAPHIE.....	46
ANNEXES.....	49
CARTE 1 .....	50
CARTE 2 .....	51
CARTE 3 .....	52
GRAPHIQUE 1.....	53
GRAPHIQUE 2.....	54
GRAPHIQUES 3.....	55
TABLEAU 1 .....	60
TABLEAU 2.....	61
TABLEAU 3.....	62
TABLEAU 4.....	63
TABLEAU 5.....	64
TABLEAU 6.....	65
TABLEAU 7.....	66
TABLEAU 8.....	67
TABLEAU 9.....	68

# ANNEXES

## CARTE 1



## CARTE 2

Trajets existants et potentiels des oléoducs et gazoducs



Source : United States Energy Information Administration (EIA), International Energy Outlook 2000 : Caspian sea region, Washington, juin 2000

## CARTE 3

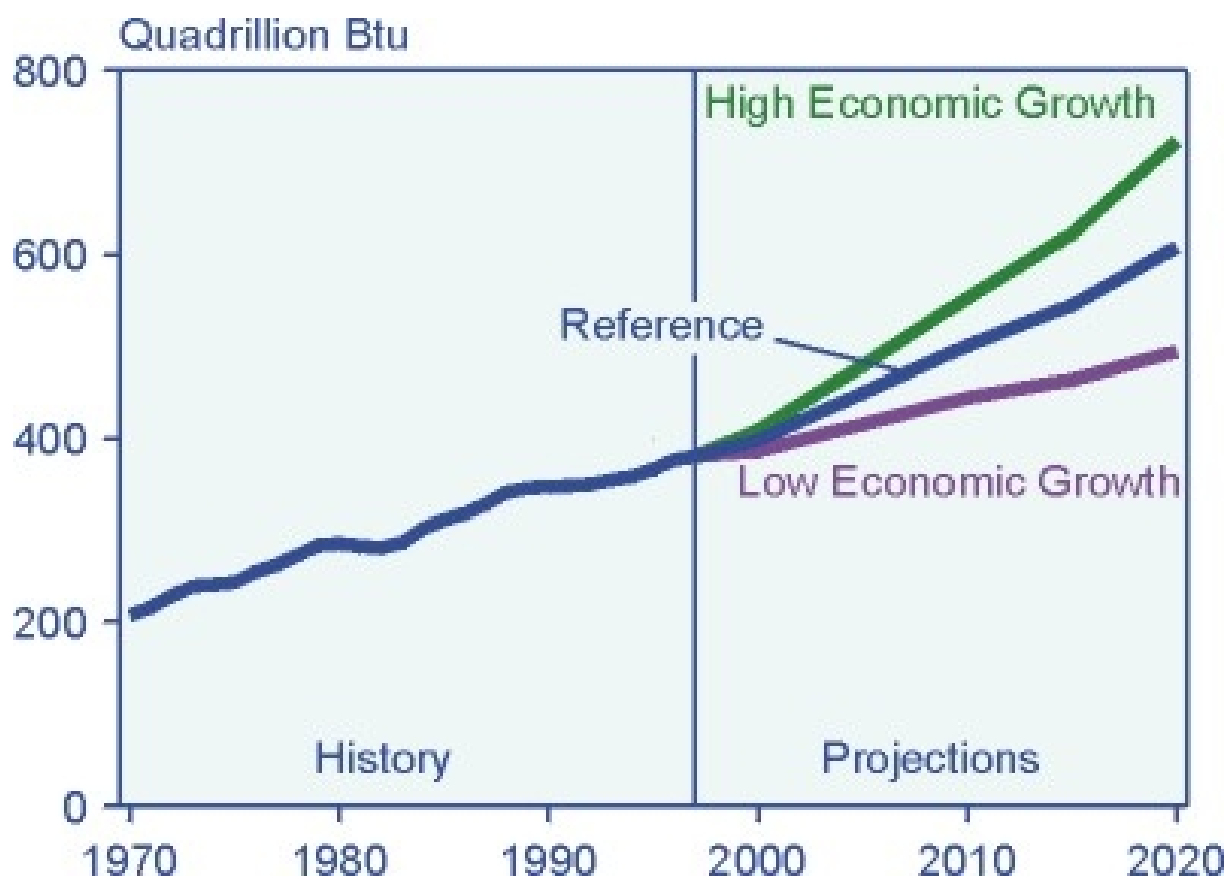
Enchevêtrement des frontières entre l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan



Source : United States Energy Information Administration (EIA), International Energy Outlook 2000 : Caspian sea region, Washington, juin 2000

# GRAPHIQUE 1

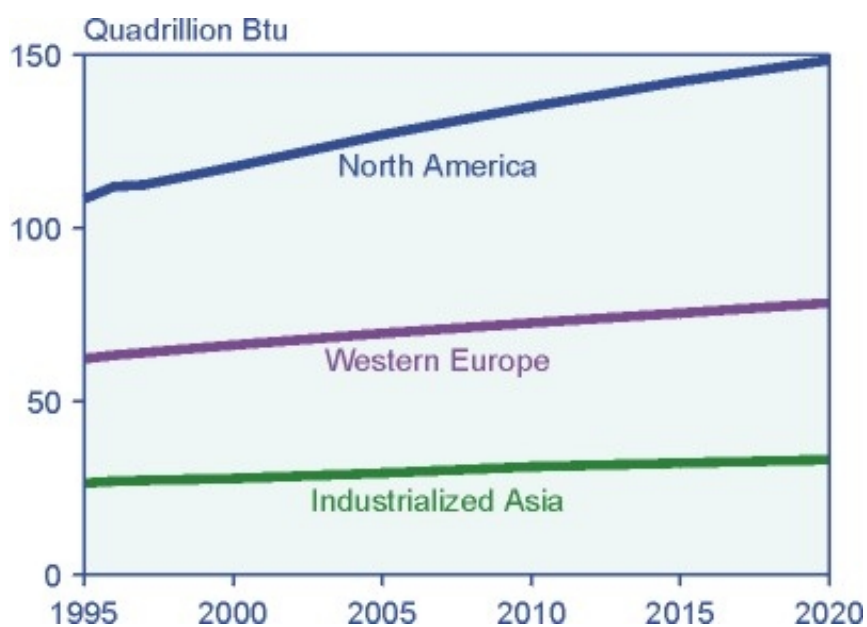
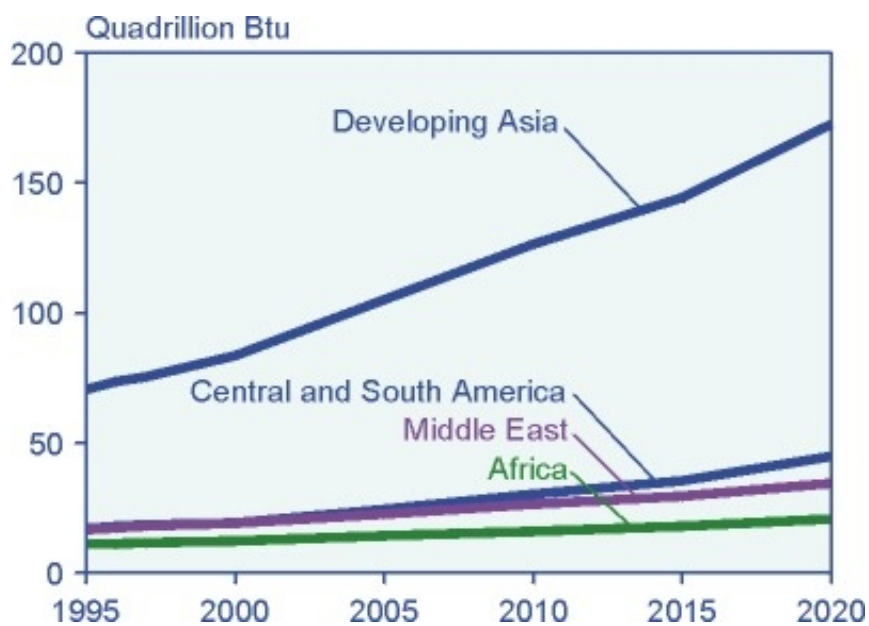
Consommation mondiale prévisible



Source : United States Energy Information Administration (EIA), International Energy Outlook 2000 : Caspian sea region, Washington, juin 2000

## GRAPHIQUE 2

Consommation prévisible comparée



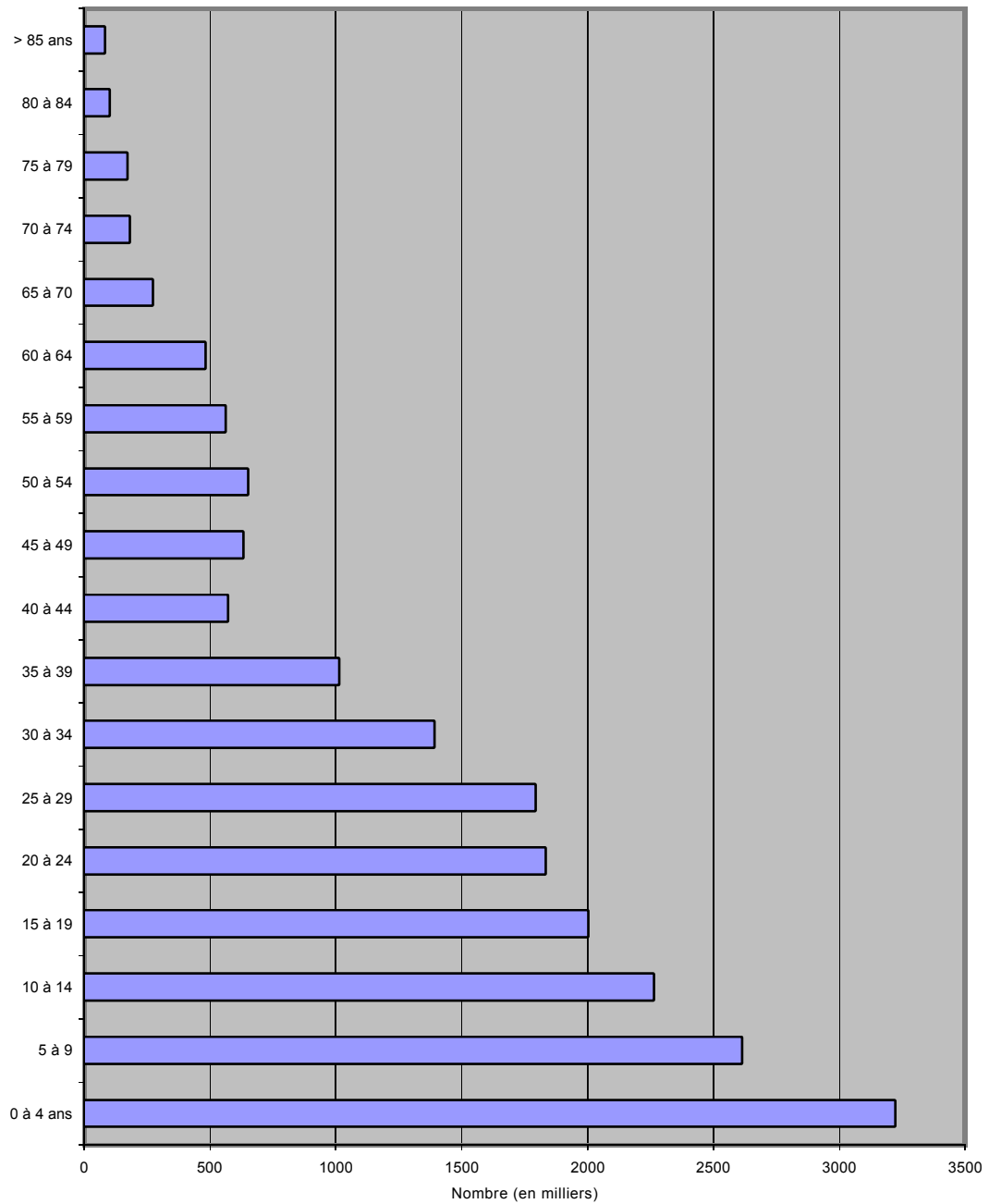
Source : United States Energy Information Administration (EIA), International Energy Outlook 2000 : Caspian sea region, Washington, juin 2000

# GRAPHIQUES 3

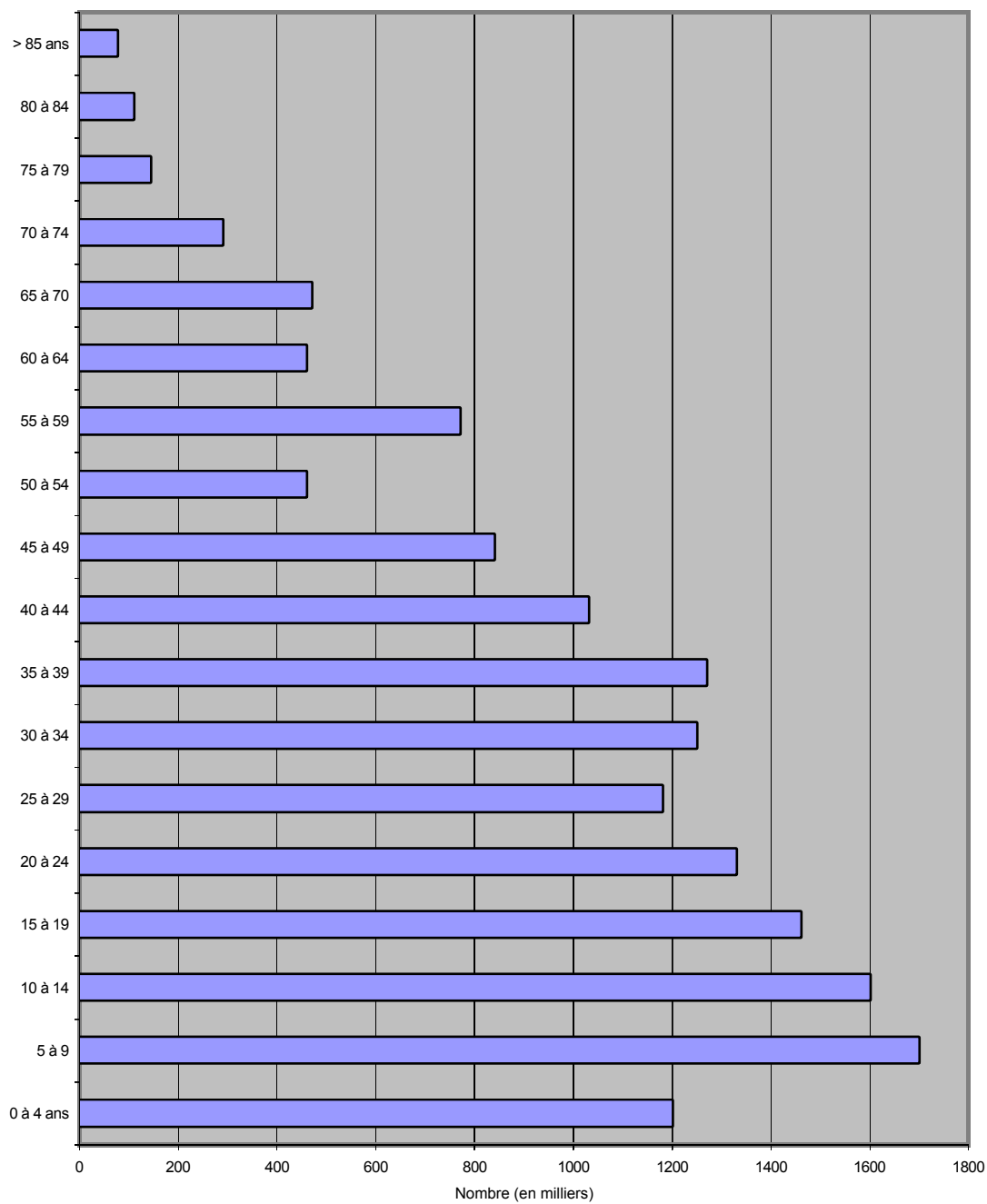
« Pyramides » des âges (hommes et femmes cumulés)

Sources : Population Reference Bureau, ONU

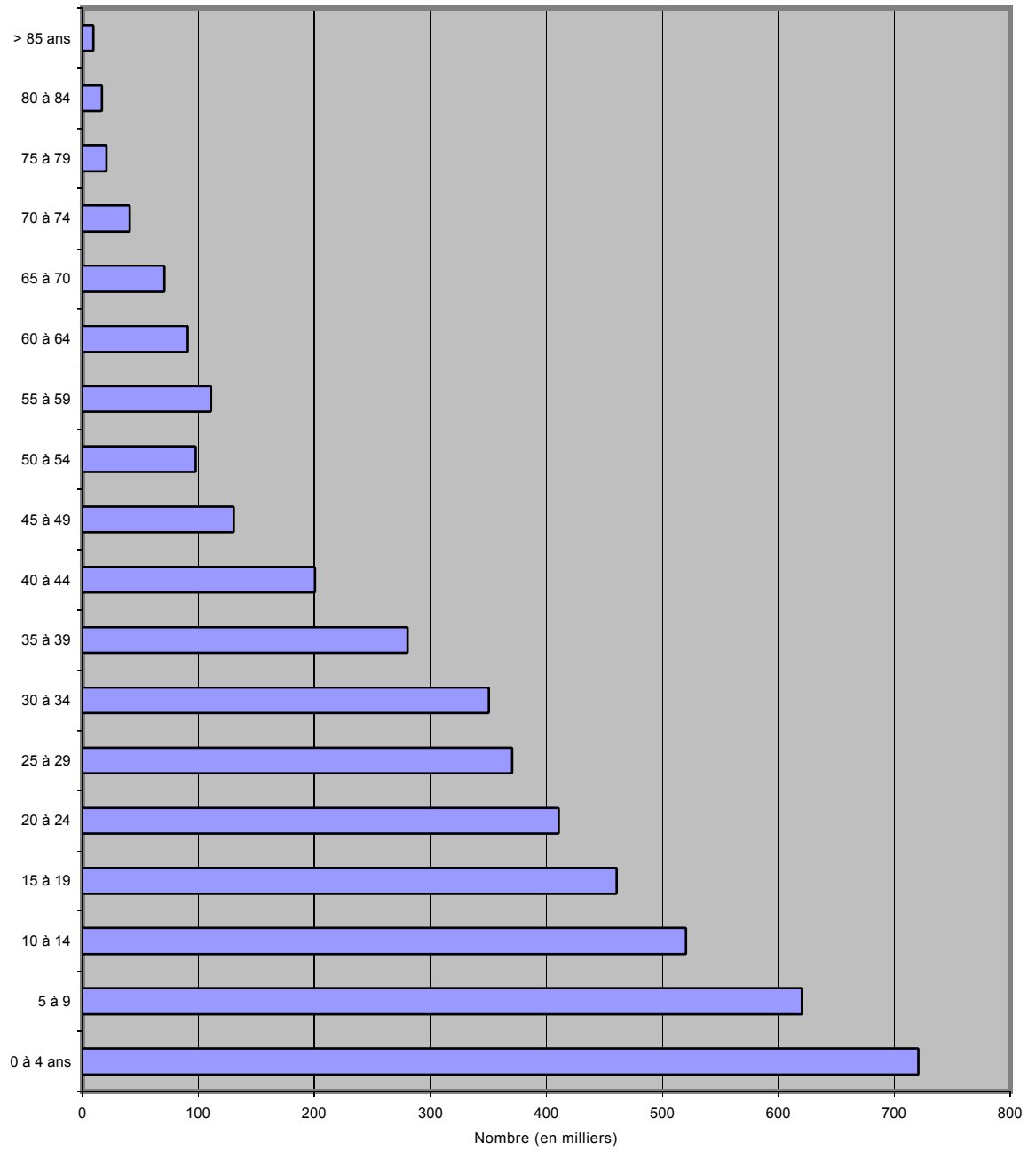
**OUZBEKISTAN (données 1989)**



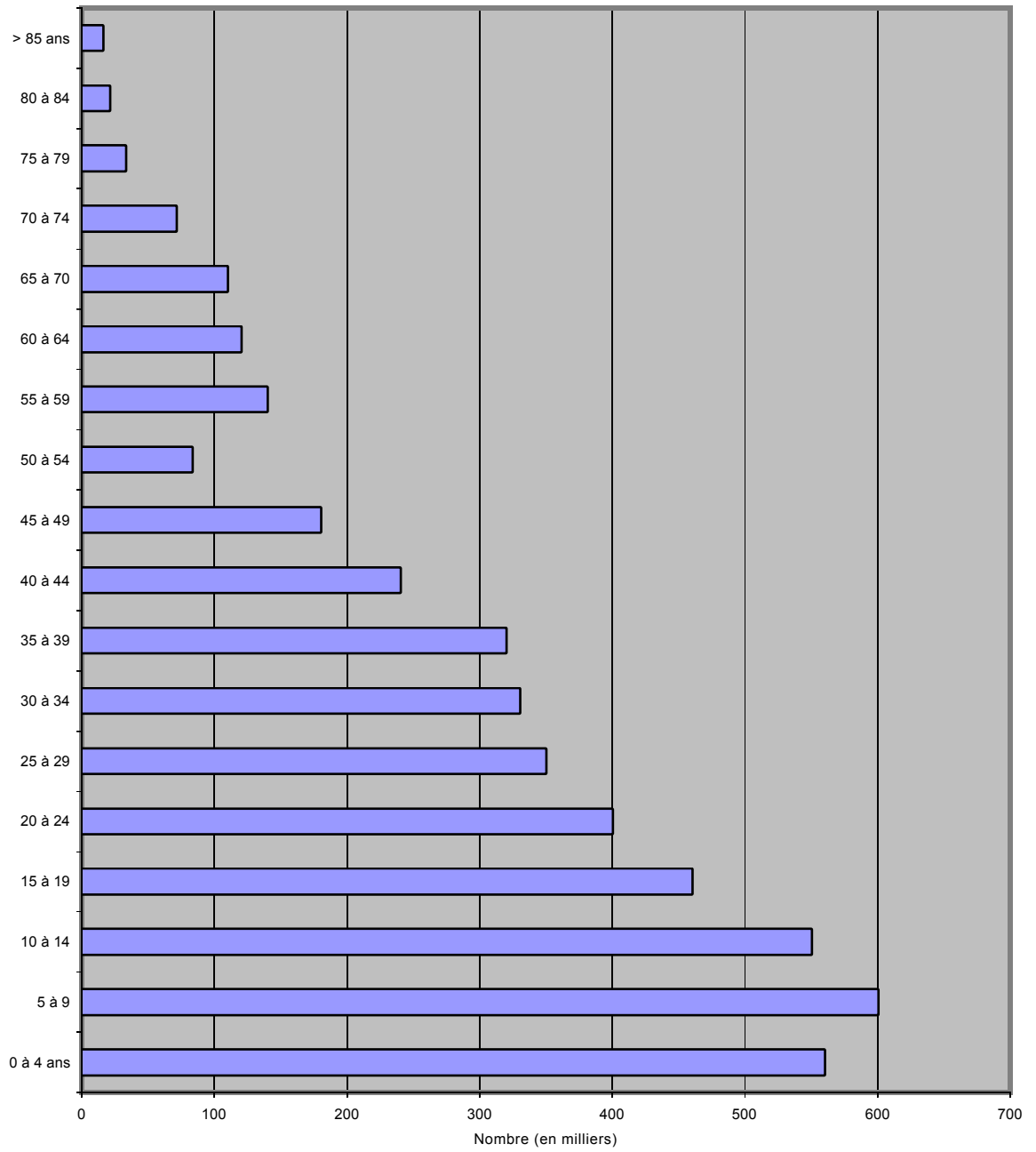
KAZAKHSTAN (données 1996)



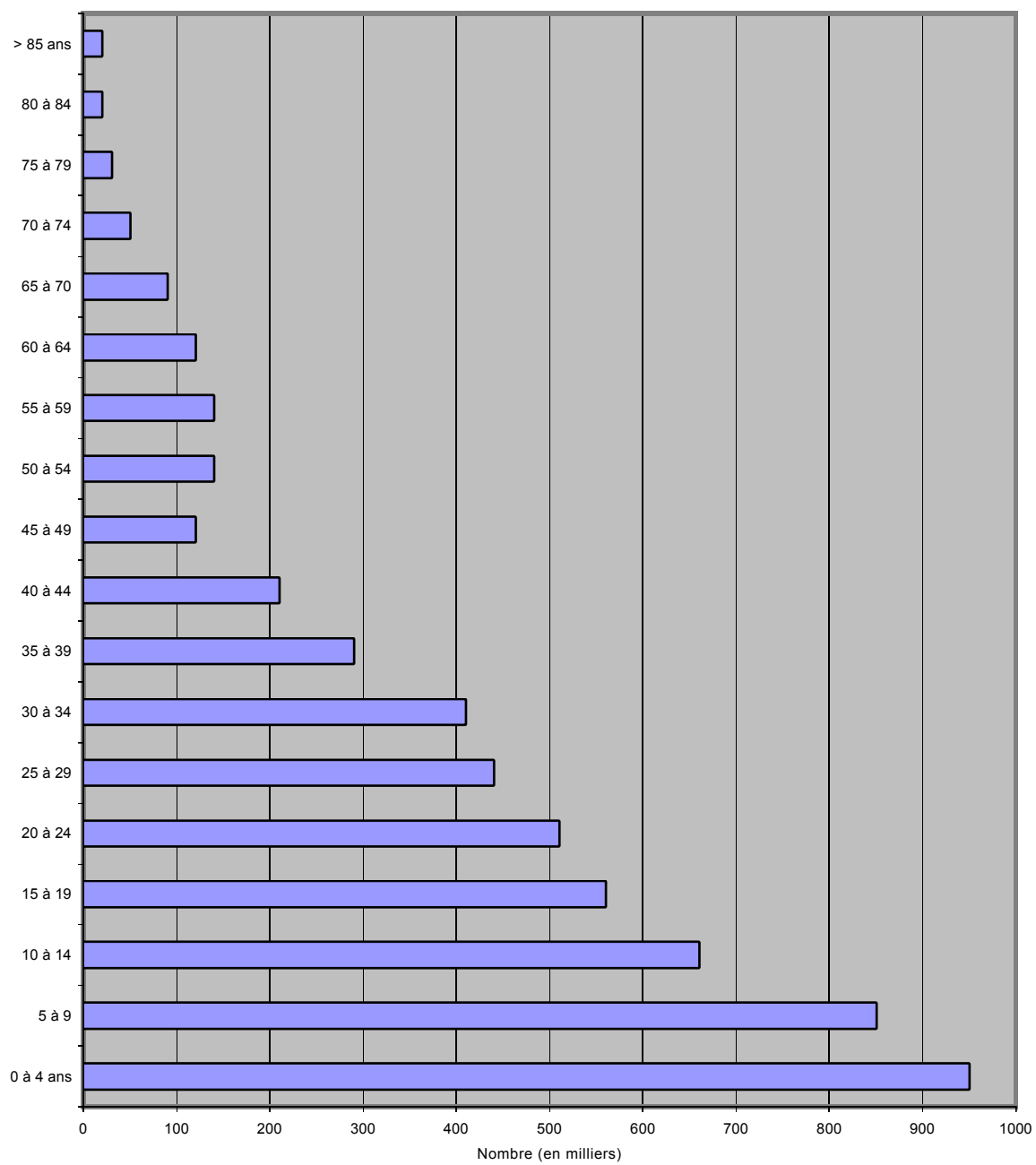
TURKMENISTAN (données 1995)



KIRGHIZSTAN (données 1997)



### TADJIKISTAN (données 1993)



## TABLEAU 1

Comparaison des prévisions concernant la croissance de besoins  
énergétiques d'ici 2010 entre les différentes régions  
par organisme de prévision

Région	IEO 2000			DRI	IEA	PIRA	PEL
	Hyp. basse	Hyp. de référence	Hyp. haute				
Pays industrialisés	0.9	1.2	1.6	1.5	1.3	1.1	1.2
USA et Canada	1.1	1.4	1.7	1.5	1.1	1.3	1.3
Europe occidentale	0.6	1	1.4	1.6	1.5	1	1.3
Asie industrialisée	0.6	1.1	1.6	1	1.5	0.9	0.8
Ex-URSS	0.6	1	1.7	0.6	1.4	1.5	0.4
Pays en voie de développement	2.3	3.7	4.8	3.6	3.7	4.1	3.9
Asie	2.4	4	4.9	3.7	4.2	4	4.1
Chine	2.3	4.5	5.4	3.5	4	4.5	4.2
Inde et Corée du sud	2.4	3.4	4.3	3.9	4.5	4.6	4.1
Moyen Orient	1.9	3.2	4.5	3.6	2	3.5	3.7
Afrique	1.6	2.5	3.4	2.6	2.7	3.1	2.7
Amérique latine	2.6	3.8	5.2	4	3.3	3.4	3.6
Total mondial	1.3	2.1	2.8	2.3	2.2	2.3	2.1

Sources :

- International Energy Outlook 2000 (IEO 2000) : United States Energy Information Administration (EIA), juin 2000
- World Energy Service : World Outlook, Standard & Poor's DRI (DRI), Lexington, 1999
- World Energy Outlook 1998, International Energy Agency (IEA), Paris, 1998
- Retainer Client Seminar, PIRA Energy Group (PIRA), New York, 1999
- Oil and Energy Outlook to 2015, Petroleum Economics Ltd (PEL), Londres, 2000

## TABLEAU 2

Comparaison des prévisions concernant la croissance de besoins énergétiques d'ici 2020 entre les différentes régions par organisme de prévision

Région	IEO 2000			DRI	IEA
	Hyp. basse	Hyp. de référence	Hyp. haute		
Pays industrialisés	0.7	1	1.4	1.2	1
USA et Canada	0.9	1.1	1.4	1.2	0.8
Europe occidentale	0.5	0.9	1.3	1.3	1.1
Asie industrialisée	0.4	0.9	1.3	1.5	1.2
Ex-URSS	0.9	1.3	2	0.9	1.5
Pays en voie de développement	2.1	3.5	4.6	3.5	3.5
Asie	2.1	3.7	4.6	3.6	3.9
Chine	2.1	4.2	5.1	3.3	3.6
Inde et Corée du sud	2.1	3.1	4	3.8	4.2
Moyen Orient	1.8	3	4.2	3.4	2.6
Afrique	1.6	2.6	3.6	2.6	2.6
Amérique latine	2.5	3.8	5.2	3.9	3.2
Total mondial	1.2	2	2.8	2.2	2

Commentaire : les chiffres de référence de l'IEO 2000 signifient qu'en Chine, Inde, Corée du sud, Asie du sud-est, la demande devrait plus que doubler d'ici 2020.

Sources :

- International Energy Outlook 2000 (IEO 2000) : United States Energy Information Administration (EIA), juin 2000
- World Energy Service : World Outlook, Standard & Poor's DRI (DRI), Lexington, 1999
- World Energy Outlook 1998, International Energy Agency (IEA), Paris, 1998

## TABLEAU 3

Comparaison des prévisions 2010  
par type de carburant entre les différentes régions  
par organisme de prévision

REGION	IEO 2000			DRI	IEA	PIRA	PEL
	Hyp. basse	Hyp. de référence	Hyp. haute				
Pétrole	1.2	2	2.7	2.2	2	2	2.1
Gaz naturel	2.5	3.1	3.9	3	2.8	3.3	2.9
Charbon	0.6	1.7	2.4	2	2.2	2.4	1.8
Nucléaire	0.3	0.7	1.1	---	0.6	0.7	0.6
Energies renouvelables	1.2	2	2.7	---	2.8	1.7	2
Total	1.3	2.1	2.8	2.3	2.2	2.3	2.1

Sources :

- International Energy Outlook 2000 (IEO 2000) : United States Energy Information Administration (EIA), juin 2000
- World Energy Service : World Outlook, Standard & Poor's DRI (DRI), Lexington, 1999
- World Energy Outlook 1998, International Energy Agency (IEA), Paris, 1998
- Retainer Client Seminar, PIRA Energy Group (PIRA), New York, 1999
- Oil and Energy Outlook to 2015, Petroleum Economics Ltd (PEL), Londres, 2000

## TABLEAU 4

Comparaison des prévisions 2020  
par type de carburant entre les différentes régions  
par organisme de prévision

REGION	IEO 2000			DRI	IEA
	Hyp. basse	Hyp. de référence	Hyp. haute		
Pétrole	1.2	1.9	2.7	2.2	1.9
Gaz naturel	2.4	3.1	3.8	2.9	2.6
Charbon	0.4	1.6	2.4	2.1	2.1
Nucléaire	- 0.6	- 0.2	0.3	---	0
Energies renouvelables	1	1.8	2.5	---	2.5
Total	1.2	2	2.8	2.2	2

Commentaire : les chiffres de référence de l'IEO 2000 signifient que la demande mondiale en gaz devrait quasiment doubler d'ici 2020, et celle concernant le pétrole être multipliée par 1,5.

### Sources :

- International Energy Outlook 2000 (IEO 2000) : United States Energy Information Administration (EIA), juin 2000
- World Energy Service : World Outlook, Standard & Poor's DRI (DRI), Lexington, 1999
- World Energy Outlook 1998, International Energy Agency (IEA), Paris, 1998

## TABLEAU 5

### Oléoducs en projet ou existants

N°	Nom	Trajet	Débit millions de barils / j	Longue ur en km	Coût	Etat d'avancement et remarques
1	AIOC / MEP	Baku – Tbilisi - Ceyhan	1	1700	3 G\$	Opérationnel en 2004 - 2005
2	AIOC	Baku - Supsa	0.2	850	0.6 G\$	Opérationnel en 2002 ; route initiale par la Tchétchénie
3	AIOC	Baku – Daguestan - Novorosiisk	0.35	350	0.15 G\$	Opérationnel en 2005 ; bypass de la Tchétchénie
4	CPC	Tengiz (Kazakhstan) - Novorosiisk	0.6 puis 1.35	1500	4.2 G\$	Opérationnel en 2001 puis 2015
5	Azerbaïdjan – Iran	Baku - Tebriz	0.4		0.5 G\$	
6	Kazakhstan – Chine (Xinjiang)		0.8	3000	3.5 G\$	Projet en sommeil depuis 1999 cause production kazakhe trop faible avant 10 ans
7	Kazakhstan – Turkménistan – Iran		1	1500	1.2 G\$	Opérationnel en 2005
8	South pipeline	Kazakhstan et Turkménistan – Afghanistan – Pakistan	1	1600	2.5 G\$	Agrément signé

## TABLEAU 6

### Gazoducs en projet ou existants

N°	Nom	Trajet	Débit Tcf / an	Longueur en km	Coût	Etat d'avancement et remarques
1	Baku – Tbilisi - Erzurum (Turquie)		0.6	800	0.8 G\$	Opérationnel en 2002-2003 (constructeur français)
2	Centgas	Turkménistan – Pakistan (et éventuellement Inde...)	0.7	1500 (+ 400)	2 G\$ (+ 0.5)	Problème de la guerre en Afghanistan
3	Asie centrale – Russie – Europe		3.5		0	Le Turkménistan a signé un accord avec la Russie portant sur 2 Tcf / an d'ici 2005
4	Chine		1	8000	10 G\$	Etudes préliminaires en cours
5	Trans-Caspian 1	Kazakhstan – Baku – Ceyhan				Etudes en cours
6	Trans-Caspian 2	Turkménistan – Baku – Erzurum (Turquie)	1.1	1700	2.5 G\$	Initialement 2002, décalé vers 2006
7	Trans- Géorgie	Russie – Géorgie – Arménie – Turquie	0.7	200	0.25 G\$	En cours de construction
8	Turkménistan – Iran		1 (3 en 2010)		2 G\$	En cours de discussion
9	Turkménistan – Iran – Turquie		1	2100	4 G\$	Etude de faisabilité par Shell en cours

## TABLEAU 7

Répartition de la population par niveau d'instruction pour 1000 habitants

	Population du niveau d'enseignement supérieur ou secondaire		dont			
			Enseignement supérieur avec diplôme		Enseignement secondaire	
	1979	1989	1979	1989	1979	1989
Kazakhstan	722	838	69	99	376	541
Ouzbékistan	765	867	70	92	443	577
Azerbaïdjan	770	878	77	105	424	581
Tadjikistan	707	837	60	75	365	551
Kirghizstan	717	842	68	94	397	564

Source : Eurostat et Statistisches Bundesamt, Monographie par pays : états de la CEI en 1994, office des publications officielles des communautés européennes, 1996

## TABLEAU 8

Les chiffres sont présentés ainsi : 1999/1998/1996/1992

	Population totale (millions)	Projection 2025	Projection 2050	Temps de doublement en années	Accroissement naturel en %	Indice synthétique de fécondité	Mortalité (pour 1000)	Mortalité infantile (pour 1000)	Mortalité des -5 ans en %	Espérance de vie	< 15 ans (en %)	> 60 ans ou > 65	% d'urbains
Kazakhstan	15.4/ ?7.7 ? //16.9	15.9/17.7// 26.8	/18.7/22.3	151//50	0.5/- 0.3//1.4	1.8/2.3//	10/9//8	25/35//	3/4.1/3/	65/68//	30/29//32	7/11//6	56//56/
Ouzbékistan	24.4/23.6// 21.3	35.4/33.4// 43.1	/40.6/45.1/	35//31	2/1.6//2.7	3.2/3.4//	6/7//6	23/44//	3/6.3/4.3/	69/68//	40/39//41	4/7//4	38//45/
Turkménistan	4.8/4.3//3.9	6.6/6.3//6.8	/7.7//	46//26	1.5/1.8//2. 7	2.6/3.6//	7/7//7	38/55//	5/7.7//	66/65//	40/39//41	4/6//4	44//45/
Azerbaïdjan	7.7/7.7//7.1	9.7/9.4//11. 4	/10//	62//36	1.1/0.4//2	2.1/2//	6/7//6	20/36//	2/5//	71/70//	33/30//33	6/10//5	52//53/
Tadjikistan	6.2/6//5.5	9.3/8.9//12. 2	/11.3//	36//22	1.9/1.5//3. 2	3.2/4.1//	6/7//6	25/57//	3/8.1//	68/67//	44/41//43	4/7//4	27//28/
Kirghizstan	4.7/4.6//4.5	6.9/6.1//8.7	/7.4//	47//31	1.5/0.6//2. 2	2.8/3.2//	7/7//7	26/40//	5/5//	67/67//	37/36//37	6/9//5	34//35/
Turquie	65.9///	88///		46///	1.5///	2.6///	7///	43///	5///	68///	31///	5///	63///

Sources : CORDELLIER S. (dir.), L'état du monde en 2000, Paris ; La Découverte, 2000  
 Institut National d'Etudes Démographiques, La population 1999 en chiffres, 2000  
 Population reference bureau, 1992 et 1999  
 ONU ; Department of economic and social affairs, 1996 et 1998

## TABLEAU 9

Indicateur de développement humain (IDH)

IDH et rang mondial	1994	2000
Azerbaïdjan	N D	0.695
Kazakhstan	0.709 (93 <sup>ème</sup> )	0.74
Ouzbékistan	0.662 (100 <sup>ème</sup> )	0.72
Turkménistan	0.723 (85 <sup>ème</sup> )	0.712
Tadjikistan	0.58 (115 <sup>ème</sup> )	0.665
Kirghizstan	0.635 (107 <sup>ème</sup> )	0.702

Sources :

- CORDELLIER S. (dir.), L'état du monde en 2000, Paris ; La Découverte, 2000
- CHUVIN P. – GENTELLE P., Asie centrale : l'indépendance, le pétrole et l'islam, Le Monde poche - Marabout, Paris, 1998